BROCHURES DISPONIBLES

La Chine débarque dans l'UE (août 2013, 3 euros)

Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaire (décembre 2012, 3 euros).

Marchandises, transport, capital et lutte de classes (mai 2012, 3 euros)

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work », Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)

La Crise en Californie, suivi de L'industrie automobile en Californie est morte, Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réséau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Metier (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 curos)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros).

La Classe ouvrière sous le IIIº Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003 (2004, 3.50 euros)

Militantisme et responsabilité survi de Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ? Henry Chazé (mars 2004, 3 curos)

Derrière l'Intifada du xxr siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mal-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3 50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2.50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1.50 euro)

> Fragile prospérité, fragile paix sociale, Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1.80 euro).

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1.50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1.50 curo)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991 Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. - Grèves. - Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekock, précédés de Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande, par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 curo)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1.50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

CHANGES Nº 157 - Automne 2016

ÉCHANGES

 N° 157 — Automne 2016 — 3 euros

bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

CHINE. De la révolte de Wukan aux conflits internes au Parti communiste, p. 3

Dans les publications : migrants, Afrique, Asie, Amériques, p. 14

◆ Travailler en Russie, p. 19

Dans les publications : Europe, France, p. 34

◆ LE CHARBON, toujours le pilier
du monde, p. 39 ◆ CONCENTRATION, centralisation,
crédit : le capitalisme dans des limites toujours
plus étroites, p. 43

CORRESPONDANCE. Répression des migrants au Royaume-Uni, p. 48 ♦ Résultats électoraux, p. 48 ♦ La nouvelle « ère des émeutes », d'Isaac Joshua, p. 49 ♦ En attendant un « socialisme régénére » ?, p. 50

Dans les publications : théorie, histoire... p. 51

Note de Lecture. Eugène Varlin, internationaliste et communard, de Michel Cordillot, p. 59

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement echanges mouvement @laposte net

BP 241, 75866 Pans Cedex 18, France

Sur Internet: http://www.mondialisme.org http://www.echangesetmouvement.fr/

Abonnement 15 euros pour quatre numéros comprenant les brochures publiées dans l'année

Archives collection complete d'Echanges sur le site http://archivesautonomies or g spip php/pubrique 142

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes

& Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé etincelle 1999 @ hotmail com http://etincelle.over-blog.org/ Les Nuits bleues, 21 rue Maillé http://chezle21.blogspot.com

à Bagnolet

Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo leremouleur @riseup net

d Broot

Roignant 21 rue Navarin

2 02 98 44 41 01 —

danielroignant2@wanadoo fr – www livretare-book com/c/b/Daniel-

à Lyon

La Gryffe 5 rue Sébastien-Gryphe, 7°

© 04 78 61 02 25 — lagryffe @lagryffe net — http://lagryffe net
Terre des livres, 86 rue de Marseille, 7°,
© 09 50 58 84 22 : terredeslivres@free tr—http://www.terredeslivres.fr

à Marsollio

L'Odeur du temps, 35 rue Pavillon, 1*

2 04 91 54 81 56

Transit Librairie 45 boulevard de la

Libération 1

2 04 13 04 02 60

Le Seul Problème, 46 rue Consolat, 1º

2 04 91 50 86 27

à Montreull

La Parole errante/café-librairie Michèle

Firk, 9 rue François-Debergue michelefirk@riseup net

à Parle

La Brèche, 27 rue Taine 12°

2 01 49 28 52 44

Galerie de la Sorbonne, 52 rue

des Ecoles 5

2 01 43 25 52 10

Parallèles . 47 rue Saint-Honoré 1º

2 01 42 33 62 70

Le Point du jour, 58 rue

Ray Lucean St

1 01 43 26 20 17

Publico, 145 rue Amelot, 11°

2 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11°

2 01 43 71 21 07

VIENT DE PARAÎTRE AUX ÉDITIONS PLEIN CHANT

L'USINE, NUIT ET JOUR,

JOURNAL D'UN INTÉRIMAIRE

de Patrice Thibaudeaux.

Éditions Plein Chant, 224 pages

N RETROUVERA dans ce livre le texte de la brochure Nuits d'usine publiée en 2012 par Échanges.

Ce récit au jour le jour du travail de nuit dans une usine de galvanoplastie est complété par un ensemble de lettres (certaines déjà parues dans Echanges) et par des textes plus récents dans lesquels Patrice Thibaudeaux raconte son travail actuel dans une équipe de jour de la même usine.

Quelques illustrations de l'auteur complètent ce témoignage précieux sur la condition ouvrière aujourd'hui.

On peut commander l'ouvrage pour 12 euros franco de port directement chez l'éditeur :

35, route de Condé, 16120 Bassac

Pour toute information supplémentaire, on peut aussi écrire à pleinchant@wanadoo.fr

ou consulter le site www.pleinchant.fr.





COLLECTION VOIX D'EN BAS.



parition de cette classe nouvellement formée, et la Commune de 1871 qui en marque la disparition sous sa composante d'artisans durant quarante ans.

Je ne peux, cependant, pas manquer de dire mon incompréhension à la lecture de l'Epilogue. Comment, après l'acuité de l'analyse des liens entre le parcours singulier d'Eugène Varlin et le parcours collectif de sa classe, Michel Cordillot peut-il affirmer : « (...) le recul aidant, on perçoit mieux l'indéniable continuité entre le collectivisme révolutionnaire de la Première Internationale – et donc Varlin –, la fondation du Parti Ouvrier et, au-delà, le syndicalisme révolutionnaire du début du xx° siècle. (...) Figure emblématique du militant pur, irréprochable, fidèle jusqu'à la mort à ses idées et à sa

classe, Varlin aujourd'hui encore, symbolise le refus du renoncement, la liberté de lutter au nom de l'humanité, et l'espoir de tous ceux qui croient qu'un avenir plus juste est possible. » (p. 223)?

Son livre montre pourtant clairement que la Commune de Paris signe la défaite d'une classe ouvrière constituée d'artisans, abattue par la mécanisation, les concentrations industrielles et l'exode rural, conjointement à une victoire politique de la bourgeoisie que 1789 ne lui avait pas apportée (lire, par exemple, les pages 182 à 187). Pourquoi refuser de tirer les conclusions qui s'imposent, que la Commune de Paris fut l'ultime combat des artisans contre leur prolétarisation?

J.-P. V.

Echanges et mouvement publie depuis 1993 le bulletin gratuit Dans le monde une classe en lutte (DLM), recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la



collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

Nous pouvons faire des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre ; ou des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,73 euro.

Nous avons bénéficié jusqu'à récemment d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication. — echanges.mouvement@laposte.net numéros en ligne sur le site mondialisme.org et http://echangesetmouvement.fr

CHINE

DE LA RÉVOLTE DE WUKAN AUX CONFLITS INTERNES AU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

UAND ON TENTE de voir clair dans ce qui se passe en Chine, avec le peu d'informations directes dont on dispose, on doit tenir compte non seulement de la censure pesante, des manipulations de l'information, des rivalités des clans du Parti, des interférences étrangères et de la subjectivité des informateurs. C'est dire que le texte qui suit est tout sauf précis et exact mais qu'il tente imparfaitement une approche des faits, et, à partir

de ce que l'on peut trouver ainsi dans les mé-

dias, une analyse de la situation économique,

politique et sociale.

Tant de contrevérités ont été énoncées dans tous les milieux politiques sur la « révolte de Wukan », en 2011 puis en 2016, qu'il nous a paru souhaitable de tenter de démêler quelle était l'exacte situation des différents protagonistes. Nous sommes bien conscients des limites de cette tentative pour les raisons que nous avons exposées ci-dessus et dont nous assumons la marge d'erreur qu'elle peut comporter. A l'échelle de la Chine (près de

1,4 milliard d'habitants), Wukan n'est qu'un bien petit village de 13 000 habitants, sur la côte est du Guangdong. Autrefois, les habitants y vivaient de la pêche et de l'agriculture, mais la nécessaire expansion de la province fait de l'expropriation des terres agricoles un objectif incontournable. Avec l'expansion de toute la zone du delta de la rivière des Perles (DRP, fraction de la province du Guangdong qui s'étend jusqu'à Hongkong) qui devient particulièrement encombrée, le petit port de pêche peut permettre de décongestionner les ports de commerce existants : le transfert de l'occupation du sol ne concerne pas seulement le port, mais toutes les infrastructures et toutes installations qu'accompagne un tel développement.

Une bonne partie des fréquents conflits dans la Chine actuelle touchent le monde paysan, non dans la propriété du sol mais dans son utilisation. Malgré différentes réformes, le régime foncier y est toujours caractérisé par l'absence de propriété privée du sol. Pour l'essentiel, il reste basé sur deux modes de propriété, établis à l'époque de la constitution de l'Etat maoïste. L'un est fondé sur la propriété d'Etat qui seul a le pouvoir d'en dis-

poser. L'autre est fondé sur les propriétés collectives. Les pouvoirs locaux - essentiellement l'unité territoriale (essentiellement la commune) peut décider de l'attribution de leur utilisation. Personne ne peut vendre ou acheter la terre. Par contre, en fonction de l'étendue de leurs pouvoirs respectifs, les autorités locales peuvent en autoriser et en distribuer l'usage. L'accélération du développement capitaliste d'Etat pose le problème aigu de l'éviction des occupants primaires, paysans ou autres villageois et d'un transfert de l'utilisation des terres au profit de toutes les implantations nécessaires à ce développement. De cette façon, ce processus d'éviction des paysans des terres se rattache au processus fondamental du capital qui, par tous movens violents (Grande-Bretagne, URSS) ou progressifs, transfère les producteurs de la période économique antérieure (paysans, artisans et auxiliaires divers) et les fait devenir des prolétaires producteurs de plusvalue. Ce transfert doit être pris au sens le plus large, c'est-à-dire en y incluant des opérations spéculatives qui n'ont guère à voir avec l'industrie (opérations immobilières, centres de loisirs divers, etc.). S'y ajoutent, dans les protestations locales, les nuisances de proximité causées par les pollutions diverses d'implantions industrielles voisines.

Ce type d'expropriation d'occupants de terres par le capital pour une implantation quelconque n'est pas particulier à la Chine. On le retrouve partout dans le monde avec des formes juridiques diverses permettant de passer outre les règles de protection de la propriété privée, avec le concours de l'Etat; des recours et résistances, soit juridiques soit d'action directe sont toujours possibles pour faire annuler, modifier, bloquer les projets concernés. Mais généralement la « puissance publique » finit par triompher. En Chine, des affrontements de cette nature sont innom-

brables, à la démesure du développement économique, mais seuls les plus sérieux entraînant des réactions importantes franchissent les barrières des médias et de la censure. Fin 2011, 80 000 incidents concernant le foncier avaient été recensés au cours des dix années précédentes. Habituellement, les autorités provinciales ou le pouvoir central envoient des émissaires autorisés qui règlent le problème par quelques concessions, par des paiements supplémentaires, par des sanctions diverses et parfois l'arrestation des responsables locaux; souvent, avant ces règlements, la répression a pu s'abattre sur les protestataires avec l'intervention violente de la police et des arrestations, le règlement final pouvant comporter la libération de ces protestataires emprisonnés.

L FAUT ÊTRE TRÈS ATTENTIF dans l'analyse portant sur la nature réelle de ces conflits. Le schéma habituel, classique sous le capital, c'est cette éviction des paysans de « leur » terre, en fait de leur seul moven de subsistance, et la mutation des travailleurs vivant de l'agriculture (paysans, artisans, compagnons et ouvriers agricoles) en ouvriers industriels. Si un tel schéma peut être encore valable pour certaines régions reculées de Chine, ce type de mutation ne s'applique plus dans les régions (pas seulement côtières) ayant connu un développement industriel au cours des cinquante dernières années. L'affaire de Wukan est le parfait exemple de la nature complexe des conflits qui peuvent surgir à propos de la terre dans une région qui, depuis deux générations, a connu un développement économique exponentiel, et qui subit la dure loi de l'économie capitaliste moderne.

Le compagnon habituel de cet accaparement des terres pour ces diverses implantaqui la lutte politique est l'un des facteurs nécessaires à l'émancipation finale de la classe ouvrière (p. 136), promeut, et paie parfois de sa personne, lors d'élections législatives; etc.

E 2 SEPTEMBRE 1870, Louis-Napoléon capitule face à l'armée prussienne à Sedan. La République est proclamée. « Du fait de la guerre, les questions sociales sont désormais reléguées au rang de préoccupations secondaires. (...) En fait, la dynamique sociale qui a stimulé le développement de l'Internationale a cessé d'être porteuse, et ses militants sont réduits à jouer un rôle de force d'appoint au sein d'un mouvement populaire plus large, d'inspiration républicaine. (...) des élections sont organisées du 5 au 7 novembre pour désigner les maires et les adjoints d'arrondissement. Varlin se porte candidat à la fonction d'adjoint dans le 6°. Il n'obtient que 864 voix sur 9 765 votants. (...) D'une manière générale, cette consultation n'est pas favorable aux révolutionnaires (...) » (p. 161-167) « Au soir du 15 mars, fort de la légitimité qui lui a été conférée par les représentants de 215 bataillons, le Comité central des vingt arrondissements prend en main la direction effective de la Garde nationale : virtuellement en état de dissidence, cette dernière ne répond plus désormais aux ordres du gouvernement. » (p. 180)

Le 18 mars Thiers tente un coup de force, en cherchant à désarmer la Garde nationale, et « un incident qui aurait pu somme toute rester mineur va prendre en quelques heures une ampleur telle qu'il change de nature » (p. 182). «Lorsque la capitale se réveille le 19, le Comité central est maître des lieux [sans avoir été à l'origine de l'insurrection du peuple parisien]: il se retrouve passablement embarrassé, forcé qu'il est d'exercer un pouvoir qu'il n'a pas recherché et auquel il

n'est pas préparé » (p. 89). Le 28 mars, la Commune est proclamée.

Varlin gère les finances de la Commune avec rigueur, « mais faire preuve de rigueur peut quelquefois entraîner des contradictions. Soucieux de ménager les intérêts financiers de la Commune, Varlin s'efforce d'obtenir des fournisseurs des réductions de prix, notamment sur les fournitures d'uniformes. Or. les associations ouvrières coopératives ne peuvent pas s'aligner sur les prix de misère offerts par certains entrepreneurs privés. Sont en particulier concernées de nombreuses femmes, pour lesquelles cette activité constitue une source vitale de revenu. D'où une série de protestations indignées contre les baisses de salaire affectant toutes celles qui sont payées aux pièces. » (p. 203) Le 15 mai, Edouard Moreau, membre du Comité central, remplace officiellement Varlin à la tête de l'Intendance. Le 28 avril est formé sur proposition de Jules Miot, un Comité de salut public, composé de cinq membres, et dont Varlin demande l'abolition le 9 mai aux côtés de Johannard, Tridon et Theiz.

Le 28 mai, Varlin est exécuté par les Versaillais à l'angle de la rue de la Bonne et de la rue des Rosiers, cette dernière rue ayant été ensevelie sous l'église du Sacré-Cœur de Montmartre construite en expiation des prétendues exactions de la Commune.

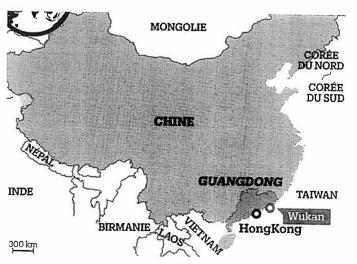
E L'AI ÉCRIT en tête de ce compte rendu de lecture : malgré les intentions affichées de Michel Cordillot, cette biographie d'Eugène Varlin n'évite pas toujours l'écueil de l'hagiographie. Je n'ai pas voulu relever les quelques passages contestables à mon sens, car il m'a paru plus utile de souligner son intérêt qui est d'inscrire la vie singulière de Varlin dans la vie collective de la classe ouvrière entre l'insurrection des canuts à Lyon en 1831, qu'il n'a pas connue mais qui marque l'ap-

(...) » où il rencontrera, hormis Andrieu luimême (voir le témoignage de celui-ci, Notes pour servir à l'histoire de la Commune de Paris, édition Libertalia, 2016), plusieurs de ceux qui prendront une part active dans l'implantation en France de l'Association internationale des travailleurs (AIT), fondée à Londres en 1864. Varlin y adhère fin janvier ou début février 1865. Michel Cordillot rappelle à cette occasion ce que la fondation de l'AIT doit aux contacts qui avaient été pris entre artisans français et britanniques lors de l'exposition universelle de Londres en 1862 mais aussi à l'évolution du capitalisme de ce temps : les transformations économiques liées à l'innovation technologique, la mécanisation et la concentration qui oppose l'usine à l'atelier. le développement des transports ; la résurgence des aspirations à l'émancipation des peuples européens après l'échec de 1848-1849 (p. 50); enfin, la réorganisation du mouvement ouvrier après la crise économique de 1857-1858.

ICHEL CORDILLOT INSCRIT habilement l'activité militante d'Eugène Varlin dans la dynamique de l'activité de la classe ouvrière en France et internationalement. Son action à partir de 1857 au sein de l'organisation corporative des ouvriers relieurs; et, surtout, son activité dans la création de nombreuses coopératives : la création, vers la fin 1865, à l'initiative de Varlin et des relieurs, de la Caisse fédérative, dite Caisse du sou après les grèves de 1864-1865; la fondation d'une Société civile d'épargne et de crédit mutuel des ouvriers relieurs de Paris complétée par un système d'assurance contre le chômage en mai 1866; d'une société d'alimentation, La Ménagère, à la fin de cette même année 1866; et d'un restaurant coopératif, La Marmite, en avril 1868. Sa participation, mentionnée ci-dessus, de son rôle dans la section française de l'AIT,

à laquelle s'ajoute celle à presque tous les congrès de l'AIT, physiquement ou par des contributions écrites lorsqu'il était empêché de se déplacer à cause d'autres activités ou de peines d'emprisonnement. Michel Cordillot conteste à ce propos la vulgate marxiste qui assimile les sections françaises de l'AIT au proudhonisme. Il décrit comment, par la force des choses : le soutien financier de l'AIT aux grèves en France et en Grande-Bretagne contraint les Français à s'éloigner des thèses de Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) qui, on l'oublie trop souvent, était vigoureusement contre la grève comme moyen de lutte. Alors que la majorité de ses dirigeants, à Paris, continuent de réprouver la grève dans son principe même, l'AIT se voit désormais, sauf à risquer de se couper de la masse des ouvriers parisiens, dans l'obligation de soutenir tous les mouvements qui éclatent. Entre la théorie et la pratique, c'est la pratique qui l'emporte et ses membres vont dès lors se trouver condamnés à partir explorer d'autres horizons théoriques que ceux du proudhonisme. Les proudhoniens (Tolain par exemple) avalent leur chapeau et se déplacent à Londres pour demander une aide financière à l'AIT à l'occasion d'une grève des bronziers en France en février 1867; les idées avancées par Varlin sont de tonalité nettement fouriériste, puis collectiviste; d'autres enfin, tels que Benoît Malon (1841-1893), sont collectivistes, et d'autres encore, tels qu'Edouard Vaillant (1840-1915), blanquistes.

Michel Cordillot trace de-ci de-là quelques traits permettant de mieux comprendre l'action d'Eugène Varlin avant et pendant la Commune: Varlin, qui s'affirme contre le mariage et pour le droit des femmes à un travail à salaire égal des hommes, appartient à une société où une femme seule régissait six hommes (p. 107); Varlin, pour



Sources. L'ensemble de cet article se réfère à une masse de documents sur la Chine et la révolte de Wukan. Plutôt que d'utiliser le système habituel des notes de bas de page, nous avons préféré citer les plus importants de ces documents auxquels nous avons emprunté. Chacun disposant d'Internet pourra s'y référer mais nous pouvons en adresser copie, par courrier électronique ou traditionnel, à qui en fera la demande. Précisons que la plupart de ces documents sont en anglais.

- ◆ « Wukan municipal election, 2012 » Wikipedia. 3 mars 2012, avec liens vers d'autres articles
- ◆ « Wang Yang, l'étoile montante du Parti communiste chinois », Le Monde, 13 août 2012 « Wukan : Citizens Fight to Keep Land | Human Rights in China», de Paul Mooney, 18 décembre 2012 (www.hrichina.org/en/crf/article/6454)
- ◆ « The New Hu in Town », The Diplomat. 20 décembre 2012 (http://thediplomat.com)
- « Wukan democracy leaves village divided ». South China Morning Post, 15 février 2103 (http://www.scmp.com/news/china/article/1150517)
- « Filmmakers View : Wukan, hope and reality », Lynn Lee, 2014 (http://www.aljazeera.com/ programmes/specialseries/2015/02/wukan-votes-150225163032470.html)
- ◆ « Wukan: new election, same old story », Stanley Luhman, Wall Street Journal, 27 mars 2014 (http://blogs.wsj.com/chinarealtime/)
- « Wukan votes in new election amid fears of government pressure » Yan Fan, RFA's Mandarin Service, 31 mars 2014 (http://www.rfa.org/

Carte parue dans le quotidien Libération : « Wukan, le village chinois qui résiste encore et encore », par Laurence Defranoux, 15 septembre 2016 (www.liberation.fr/planete)

english/news/china/wukan-03312014153648.html)

- ◆ « Cleaning the welfare fields. Rural struggles in China since 1959» Chuang, n°1, 2016 (http://chuangen .org/journal/one/gleaningthe-welfare-fields/)
- ◆ « Xi Jinping, ou l'épuration permanente». Brice Pedroletti et FrançoisBougon, Le

Monde, 28 avril 2016

- ◆ « Xi's China: The rise of party politics » Tom Mitchell, Financial Times, 26/7/2016 (https://www.ft.com/content/57371736-4b69-11e6-88c5-db83e98a590a)
- « Guangdong struggles to keep top spot as China's economic powerhouse while Jiangsu closes in », South China Morning Post, 24 janvier 2016 (http://www.scmp.com/news/china/policiespolitics/article/1904755/)
- ◆ « Hopes for democracy crushed in the Chinese rebel village of Wukan », James Pomfret, Reuters, 1er juillet 2016 (http://www.reuters.com/article/uschina-wukan-idUSKCN0ZG3A4)
- ◆ « En Chine, la délicate mutation de l'usine du monde », Le Monde, 1" septembre 2016
- « Chinese censors are blocking all information about a bloody crackdown in a fishing village in Guangdong », Isabella Steger, Reuters, 14 septembre 2016 (http://qz.com/781276/)
- ◆ Sur la Chine, Echanges a publié des articles et brochures. Parmi les brochures récentes, toujours disponibles: La Chine débarque dans l'UE ; La Question syndicale en Chine.
- On peut se reporter à l'ouvrage de Bruno Astarian Luttes de classes dans la Chine des réformes (1978-2009) (éd. Acratie).
- ◆ On peut aussi retrouver une partie des remous dans les hautes sphères du Parti communiste chinois dans la polémique à propos de l'ouvrage La Commune de Shanghaï, ouvrage qui, à notre avis, a été destiné à justifier la reprise en mains et le durcissement de la répression. (« Sur la commune de Shanghaï », Echanges nº 153 [automne 2015].

tions capitalistes est une corruption d'un niveau inégalé. Pratiquement, tous les échelons du Parti communiste chinois (PCC) en bénéficient, et la prétendue lutte anticorruption proclamée par le président Xi Jinping, secrétaire général du PCC et président de la République, ne vise pas tant à la réduire qu'à éliminer quelque concurrent politique. (Sous des formes diverses, la famille Xi Jinping aurait accumulé une fortune de près de 400 millions d'euros en utilisant les paradis fiscaux, selon les révélations des « Panama Papers ». Ces révélations n'ont pourtant guère entamé le pouvoir du président.) La période actuelle se prête particulièrement bien à de telles opérations d'élimination d'un concurrent politique grâce à des accusations de corruption. En 2017, le puissant organe qui pratiquement contrôle directement et indirectement toute la politique économique et sociale et les instances du Parti et de gestion administrative, le Comité permanent du Bureau politique (une instance de sept membres dont le président est Xi Jinping) doit être presque totalement renouvelé. Touchés par la limite d'âge de 68 ans, cinq des membres du Comité permanent doivent le quitter et être remplacés : les jeux sont ouverts; Xi Jinping doit choisir parmi les têtes du Parti, parmi lesquelles deux protagonistes de l'affaire de Wukan, Wang Yang et Hu Chunhua, font tout ce qu'ils peuvent pour démontrer à tous les membres du Parti qu'ils sont « à la hauteur », mais aussi qu'ils sont des fidèles de la politique de Xi Jinping.

'UNE DES 22 PROVINCES DE CHINE, LE GUANGDONG, dans le Sud-Est du pays, compte 106 millions d'habitants sur 177 000 km² (deux fois plus d'habitants que la France sur une surface égale au tiers de ce pays). Souvent appelée « l'usine du monde », cette province doit accomplir une mutation

industrielle, et passer des industries traditionnelles consommatrices de main-d'œuvre bon marché (textile, jouets, chaussures), menacées par les hausses de salaires (effet pervers du vieillissement de la population et de la lutte de classe) et les délocalisations, à des industries high-tech et aux services. Après un demi-siècle d'essor économique vertigineux, cette province est en passe de perdre son premier rang dans l'économie chinoise au profit du Jiangsu (bordant la ville de Shanghaï à l'ouest et au nord), et un plan de développement industriel « Remplacer les hommes par des robots » a été élaboré, que le tout-puissant secrétaire du Parti de la province est chargé de mettre en œuvre. Deux d'entre eux vont se succéder sans cette province: Wang Yang de 2007 à décembre 2012 et Hu Chunhua de 2012 jusqu'à ce

Non seulement le Guangdong doit opérer cette mutation industrielle, mais l'ensemble : crise, hausse des salaires et fermetures d'entreprises délocalisées entretient une agitation sociale constante; entre juin et août 2016, on a dénombré plus d'un conflit social par jour. La nécessité des restructurations conduit à une expansion économique par le développement de territoires nouveaux et c'est ce qui va provoquer le conflit de Wukan. La crise économique et ses conséquences sociales ont quelque peu malmené la sphère politique. Le développement non seulement de conflits sociaux divers mais aussi d'une opposition au sein du Parti communiste et dans des structures plus ou moins clandestines; cette instabilité a conduit Xi Jinping à envoyer des directives dans toute la Chine pour renforcer les contrôles sociaux s'opposant fermement à la carte d'une libéralisation politique quelconque. Ce sont seulement des faits apparemment isolés qui témoignent des remous dans les hautes sphères du Parti. Par exemple,

NOTE DE LECTURE

Eugène Varlin, internationaliste et communard

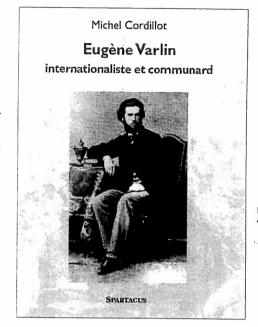
de Michel Cordillot éditions Spartacus septembre 2016

N 1991, Michel Cordillot publiait une biographie d'Eugène Varlin (1839-1871) aux Editions ouvrières (devenues depuis les Editions de l'atelier, 51-55 rue Hoche, 94200 Ivry-

sur-Seine) sous le titre Eugène Varlin, chronique d'un espoir assassiné. Les éditions Spartacus (8 impasse Crozatier, 75012 Paris) en ont réédité en mars de cette année une version revue et augmentée, en particulier « les deux derniers chapitres, devenus trois » (préface de la présente édition) sous le nouveau titre Eugène Varlin, internationaliste et communard.

L'auteur se demandait, à l'heure de préfacer la première parution de cette biographie, « comment éviter de verser dans l'hagiographie quand chacun des actes de Varlin (...) évoque (...) l'image d'un authentique saint laïque (...) » (Avant-propos). Il est vrai que si l'on considère Varlin comme un « saint laïque », que l'on y ajoute l'épithète « authentique », le danger est grand d'écrire une hagiographie et cette biographie n'évite pas toujours l'obstacle.

Eugène Varlin naît dans le hameau de Voisins, commune de Claye-Souilly (Seine-et-Marne) aîné d'une famille qui comptera quatre enfants, trois garçons et une fille. Son père est journalier dans les fermes environnantes. En 1851, âgé de treize ans, il est temps pour lui de gagner son pain. Les parents, re-



fusant qu'il travaille comme ouvrier agricole ou en usine, seuls métiers offerts dans la région, font appel au frère de la mère de Varlin qui est installé à Paris comme relieur. Quand Varlin arrive à Paris, au lendemain du coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte (2 décembre 1851), en 1852, c'est l'époque d'une ville bouleversée par les chantiers du baron Haussmann et une explosion démographique : à peine plus d'un million d'habitants en 1850, près d'un million sept cent mille en 1860, par suite de l'annexion des communes suburbaines, puis presque deux millions en 1870.

En 1860, Varlin reprend des études de langue française, d'orthographe, de géométrie et de chant. Et « (...) en 1864, Varlin et son frère Louis assistent encore avec assiduité aux leçons de latin dispensées par Jules Andrieu

« Face à la prolifération des lieux de non-vie labellisés et standardisés, un certain pessimisme nous incline à penser que la perte du brassage social et du bavardage universel, liés aux bistrots, risque de rendre cette société encore plus invivable. »

La parution d'un recueil de chroniques de Jacques Yonnet (1915-1974) parues dans L'Auvergnat de Paris sert de prétexte à ce dossier: Troquets de Paris (L'Echappée, 2016).

Espagne 1937

- ◆ Espagne 1937 : une guerre qui ne voulait pas dire son nom, de Jean-Louis Roche, Les éditions du Pavé (13 euros).
- ◆ La Fin des légendes, signé par François Godicheau. Un dossier qui revient sur la guerre d'Espagne. Document extrait de la revue *Histoire* de septembre 2016.

Camps d'été

 « Histoire des summercamps » suivis d'un débat sur l'organisation politique. Copies à Echanges sur papier ou par courriel.

Mai 68

◆ Impressions of May », de Ngo Van (reprise d'un article paru dans *ICO* n° 76, décembre 1968), en anglais. Le texte reproduit également l'introduction de Van à son livre Au pays d'Héloïse.

Bordiguistes

◆ Un siècle de Gauche communiste « Italienne » (1915-2015), dePhilippe Bourrinet, version 13-8-2016, suivi d'un Dictionnaire biographique d'un courant internationaliste. «Ce dictionnaire biographique tente de replacer les militants dans la tumultueuse et complexe histoire d'un courant qui ne peut en aucun cas être réduit à la seule personnalité d'Amadeo Bordiga. »

http://www.left-dis.nl/

◆ Amadeo Bordiga. La défaite et les années obscures (1926-1945), d'Arturo Peregalli et Sandro Saggioro, « Connaissance de la Gauche communiste d'Italie ». Pour son éditeur, « ce livre comble enfin un vide, la période obscure de la vie de Bordiga ». Ouvrage disponible chez Michel Olivier, 7 rue Paul-Escudier, 75009 Paris (12 euros plus 4 euros).

Le sens de l'URSS

◆ Sur le sens de la révolution russe, un siècle après 1917 : Le gouvernement soviétique et la III[®] Internationale à la remorque de la bourgeoisie internationale : texte en allemand écrit par Adolf Dethmann, avec l'aide d'Herman Gorter qui en assura la traduction en néerlandais, et trad. fr. de Jean-Pierre Laffitte. Cette brochure-manifeste est essentiellement consacrée à la formation d'une IV° Internationale communiste ouvrière (KAI). http://www.left-dis.nl/

CNT espagnole

◆ « Il y a quarante ans. Entre espoir et désillusion, la renaissance de la CNT espagnole. Dans *Alternative libertaire* n° 266 (novembre 2016).

Anarchistes russes

◆ Les éditions de Paris avaient édité, en 2000, un ouvrage d'Alexandre Skirda, qui s'intéresse au mouvement anarchiste russe depuis de nombreuses années, Les Anarchistes russes, les soviets et la révolution. Cet ouvrage offre dans une deuxième partie plusieurs documents traduits du russe. Ce livre n'a certainement pas dû beaucoup se vendre et les éditions Spartacus lui donnent une deuxième chance en le remettant sous une nouvelle couverture (sans date, 2016). En mars 1973, Spartacus avait déjà publié de Skirda des traductions d'anarchistes russes sous un titre approchant : Les Anarchistes russes et les soviets (n° B52).



le « suicide » le 30 juin 2016 de Zhu Tiezhi (56 ans), le chef adjoint de la grande revue théorique du parti, *Qiushi* (recherche de la vérité).



WUKAN, PENDANT
PRÈS DE QUARANTE
ANS, un petit
groupe a exercé
un contrôle total
sur le village: ils
fabriquaient les
élections tous les
trois ans pour

s'assurer que leur pouvoir restait concentré dans leur cercle étroit. Ils sont au cœur des décisions et de la corruption lorsque s'installe la complexité capitaliste. En 2009, c'est pratiquement depuis longtemps chose faite dans laquelle il est difficile de démêler l'écheveau des intérêts, de la finance, de la corruption des membres du Parti tant au plan local que national. Comme partout en Chine, ce sont les responsables locaux du PCC qui vont tirer profit d'une nouvelle opération immobilière.

Le chef du village est accusé d'avoir détourné à son profit un terrain de plus de 200 ha (2 km², environ la superficie du 9° arrondissement de Paris). Et les villageois concernés n'ont pratiquement rien touché. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Il est difficile de situer la dimension de telles opérations qui, sans être nouvelles, restent dans le secret d'une collusion entre la municipalité tenue par le Parti et un trust immobilier d'un capitaliste de Hongkong, Harbour Industrial Development Corporation, qui aurait dépensé 110 millions de dollars pour utiliser des terres agricoles alors que chaque villageois concerné n'aurait reçu que 87 dollars. Cette collusion aurait commencé à la fin des années 1990 avec des résistances mais c'est la dernière opération, en 2009, qui a déclenché une opposition beaucoup plus importante. Ce grignotage des terres agricoles par le capital via les instances du Parti dure depuis plus de trente ans : ce n'est pas seulement cette dernière manipulation qui déclenche la révolte, mais une situation beaucoup plus complexe, pour une bonne part causée par la crise.

Le fait que le siège de Wukan par la police qui interviendra plus tard ait menacé rapidement la population d'être affamée en quelques jours confirme que ce n'était plus un « village paysan », au sens qu'il aurait été auto-suffisant, car presque toute la nourriture devait être achetée hors du village. La seule activité agricole de Wukan au moment des faits était l'aquaculture pratiquée par des entrepreneurs extérieurs au village auxquelles la collectivité louait des plots en mer. Le conflit ne pouvait être interprété en aucune façon comme une lutte de paysans contre l'expropriation de leur moyen essentiel de vie. Ce n'était pas non plus une simple dispute entre propriétaires sur la manière de tirer un profit d'un développement commercial. Comme Zhuang Liehong, un des « leaders » de la révolte, le mentionnera plus tard dans une interview, le déclin de l'activité industrielle dans le delta de la rivière des Perles avait fait revenir au village bien des jeunes au chômage qui tentaient de se lancer dans l'aquaculture ou qui vivaient temporairement aux crochets des vieux restés au pays. Le loyer qu'ils auraient pu percevoir de l'usage de la terre collective représentait un apport crucial dans leurs perspectives précaires pour conserver un standard de vie acceptable après qu'ils auraient épuisé les économies accumulées en deux générations de migrations. Ceci explique que tant de travailleurs qui œuvraient encore récemment dans le delta et qui auparavant n'accordaient guère d'intérêt aux affaires du village et ne se souciaient guère

de la terre se précipitèrent à Wukan, risquant même leur vie à jouer un rôle actif dans une lutte qui n'avait rien à voir avec l'agriculture.

En 2009, un petit noyau de villageois - y compris un migrant cordonnier, Zhuang Liehong -veut mener une enquête sur ce qui est arrivé aux terres. Ils forment un groupe dénommé Ligue des jeunes patriotes au sang chaud de Wukan, impriment des cartes d'adhésion et jurent de « mener une vie morale, d'aimer [leur] pays et de combattre pour la démocratie et la justice ». On peut s'étonner de voir utiliser la fibre patriotique dans ces appels, tout comme on verra dans maintes manifestations d'opposants des forêts de drapeaux rouges du régime. L'explication peut être double. D'une part, bien que manifestant contre les autorités locales, il s'agit de ne pas paraître se distancier du Parti pour éviter le délit suprême d'attaque contre le régime. D'autre part, la révolte ne touchant que les cadres locaux, la fidélité au régime reste entière, avec l'espoir que les dirigeants nationaux sanctionneront ces exécutants locaux. Entre 2009 et mars 2011. les « Jeunes patriotes de Wukan » envoient au moins neuf pétitions à diverses autorité locales et de la province, qui restent toutes lettres mortes. Ils confectionnent et répandent des vidéos sur leurs investigations et pétitions, cherchent à obtenir le soutien de la population. En vain. Jusqu'en septembre 2011, la plupart des villageois n'avaient aucune idée de la manière dont se faisait l'accaparement des terres. L'exploitation agricole des terres ne concernait qu'à peine les ressources de la moitié de la population. De plus en plus une part importante de la population vivait des salaires gagnés par les migrants originaires de Wukan qui étaient partis se faire exploiter dans le delta de la rivière des Perles, à quelque 200 km de là. Quand l'économie de la province commença à décliner, une bonne partie des familles se tourna de nouveau vers le village d'origine et commenca

à se soucier du problème de l'accaparement des terres. Le 10 septembre 2011, ils purent voir qu'une équipe d'ouvriers du bâtiment commençait des travaux sur les terres agricoles aux portes même de Wukan. Les ouvriers déclarèrent qu'ils travaillaient pour Country Garden, un trust de l'immobilier qui avait acheté le terrain, le dernier et plus important morceau de terre agricole restant dans le village. Il s'agissait d'une ferme, Fengjian, et des terrains environnants; les villageois s'apercoivent que les bâtiments ont été saccagés pour empêcher toute occupation par les exploitants et ils font tout pour ameuter la population, bloquant les routes avoisinantes, ce qui entraîne l'intervention de la police.

Le lendemain, quelques douzaines de villageois marchent vers les bureaux du gouvernement du district, à cinq kilomètres, brandissant des bannières blanches, signe de mort en Chine. Personne ne voulant les recevoir, ils commencent à bloquer les routes, attaquent les bâtiments et vandalisent un site industriel proche. La police intervient et arrête. Le lendemain des centaines de villageois s'en prennent au commissariat local avec des armes de fortune. La police des émeutes et des hommes de main blessent nombre de manifestants.

Les villageois élisent un Conseil provisoire de Wukan qui, le 23 septembre, demande à négocier avec les autorités régionales la question des terres. Le gouvernement du district demande aux villageois de désigner treize délégués pour négocier leurs revendications. Le 21 novembre, puis le 3 décembre, plus de 5000 villageois manifestent à Wukan.

PRÈS DEUX MOIS DE PALABRES, aucun progrès n'a été enregistré, mais le gouvernement du district annonce ce même 3 décembre que le conflit est « en passe d'être résolu ». Le même jour la police arrête Zhuang Liehong, qui a fait circuler par tract

(Le Chiendent, c/o Philippe Geneste, 5 impasse Louis-David, 33710 Arès)

Indigènes de la République

◆ Une « Analyse rhétorique de Les Blancs, les Juifs et nous », ouvrage de Houria Bouteldja, porte-parole du Parti des indigènes de la République, dans Critique sociale n° 39 (septembre-octobre 2016). La critique est effectivement « rhétorique », c'est-à-dire selon l'étymologie plus attachée à la forme du discours qu'à son contenu.

« L'Inventaire »

♦ L'Inventaire n° 4 (mai 2016): « Notes sur Sticks and stones » de Lewis Mumford. par Annie Gouilleux : « Pontonnier, métier en danger », par Raphaël Deschamps; « La colonisation des sciences sociales par le "sujet informationnel" », par Sarah Guillet: « Développement personnel », par Nicolas Gey; commentaires sur Les Enfants du chaos, essai sur le temps des martyrs, d'Alain Bertho [éd. La Découverte] », par Matthieu Amiech (éditions La Lenteur, 16 rue des Envierges, 75020 Paris

« Collectif sans nom »

◆ Une présentation du Collectif sans nom par lui-même :

« Depuis quelques mois des gens ont ressenti le besoin de s'organiser collectivement à partir d'un certain nombre de constats liés à de précédentes expériences collectives, d'envies communes et de réflexions/questionnements. Plusieurs discussions ont eu lieu. Ce texte, qui n'est en rien figé et définitif, est une tentative de présentation de là où nous en sommes. Une de ces envies partagées est, entre autres, de prendre le temps de discuter et d'acter collectivement nos convictions et pratiques communes tout en commençant à nous organiser et à agir dans ce collectif. Nous sommes un collectif ouvert à toutes personnes tant qu'elles partagent nos principes de base. (...) »

Pour nous contacter : collectifsansnom@riseup.net

« Solidarité ouvrière »

◆ Solidarité ouvrière se présente comme site « d'informations pour un monde meilleur » et « blog d'informations politiques et généralistes liées aux luttes ouvrières et aux résistances sociales ». Animé depuis 2011 par les militant-es d'Initiativecommuniste-ouvrière (ICO), le blog change de formule.

Le site d'informations www. solidariteouvriere.info propose davantage d'analyses et de commentaires d'actualité en intégrant l'analyse de classe et des positions communistes. Au sommaire de *Communisme-ouvrier*, bulletin de l'Initiative communiste-ouvrière (ICO) n° 67 (juillet-août 2016), en ligne sur www.communisme-ouvrier info

nisme-ouvrier.info: « Le nationalisme n'est pas une alternative »: «Travailleuses, travailleurs... de qui parle-t-on ? » ; « Le service civique ou l'embrigadement national et le permis d'exploiter » ; « L'été, les vacances pour les uns, les expulsions pour les autres »; « Sortir de l'agriculture intensive? »: « Les fraternités étudiantes américaines : culture du viol et privilèges de classe » ; « Solidarité internationale face à la loi travail »: « Pas d'amende pour une distribution de tract ».

Bistrots et brassage social

♦ «Le troquet de la dernière chance»: alors que 6 000 débits de boisson sous licence IV disparaissent chaque année en France, *CQFD* n° 148 (novembre 2016) revient sur les causes de la chute de la fréquentation et sur la sociabilité des troquets. Idéalisation, nostalgie? L'auteur de la présentation de ce dossier de 12 pages s'en défend, mais quand même:

Métro » : « Nous sommes le gibier, Linky le filet »; « Linky: la filière grenobloise»; «Linky: lettre à ERDF»: « Humanité 2.0 : Linky, l'Enfer Vert et le techno-totalitarisme » ; « IBM et la société de contrainte » : sur www.piecesetmaindoeuvre.com

Transhumanisme

◆ Ecologisme et transhumanisme ; des connexions contre nature, un texte de TomJo, qui se termine par une « Adresse à ceux qui ne veulent pas s'adapter aux nuisances mais les supprimer ».

Communisation

www.piecesetmaindoeuvre.c om/IMG/pdf/ecologisme_et_tr anshumanisme.pdf

« Clic rouge »

◆ Initiative communiste – Journal mensuel du Pôle de renaissance communiste en France. Supplément électronique Clic Rouge n°174 (novembre 2016):

« Pour la contre-offensive progressiste ». www.initiativecommuniste.fr

Ecole numérique

◆ Philippe Bihouix: «Avec l'école numérique, nous allons

◆ Après les déceptions de mai 68 et les mutations du capital dans les années 1970, certains, plus portés vers les questions théoriques, ont élaboré peu à peu une théorie incluant à la fois une analyse des formes spécifiques de lutte et leur projection dans une société communiste. Cette théorie dénommée « communisation » a rencontré une certaine audience dans l'ultragauche mais ses promoteurs se sont divisés tant par des interprétations différentes que par des questions relationnelles. Récemment deux d'entre eux ont fait ce qu'on pourrait appelé un «état des lieux » concernant cette audience. Dans le numéro 25 de Théorie Communiste (mai 2016), sous le titre « Une séquence particulière » et le sous-titre de l'éditorial (intitulé « comme un édito) « Comme un marasme », on trouve un historique quelque peu désabusé des tentatives de « populariser » la communisation et des projections sur le devenir . Comme en écho à cette sorte de mea culpa, un autre de ces promoteurs de la communisation, Bruno Astarian, vient de mettre sur son blog (www.hicsalta-communisation.com/) un texte qui déplore la « Solitude de la théorie communiste ».

élever nos enfants "hors-sol". comme des tomates» (article du quotidien Libération du 2 septembre, copie Echanges). A propos du livre de Philippe Bihouix et Marine Mauvilly Le Désastre de l'école numérique. Plaidoyer pour une école sans écrans (éd. Seuil).

Appel financier de « N'autre école »

◆ Le collectif Questions de classe(s) lance une campagne de financement participatif pour sa revue N'Autre école...

https://www.helloasso.com/as sociations/questions-declasses/collectes/questionsde-classe-s-n-autre-ecole vers celle-ci...

http://www.questionsdeclasses.org/?N-Autre-ecole-Questions-de-classe

Syndicalisme

◆ Le Chiendent, revue syndicale de réflexion et d'action vers le syndicalisme d'autonomie prolétarienne pour l'émancipation, n° 3 (septembre 2016) : un dossier sur la loi contre le camp du travail. des réflexions sur « La précarité et le syndicalisme en éducation », sur le « fonctionnarisme syndical », sur « orientation scolaire et liberté du travail ». Et des revues de livres et d'articles.

diffusé dans les boîtes à lettres un manifeste qui devient la pierre angulaire du mouvement. Les villageois répondent à cette arrestation en kidnappant plusieurs officiels pour les détenir jusqu'à la libération de Zhuang Liehong. Le 9 décembre les autorités du district de Shanwei, dont dépend Wukan, interviennent. Ils annoncent qu'ils ont limogé deux dirigeants du Parti de Wukan, gelé temporairement le transfert des terres à Contry Garden, mais que le conseil du village est totalement illégal. Le même jour, cependant, plusieurs délégués de Wukan sont kidnappés par des policiers en civil. Deux jours plus tard, l'un des prisonniers (Xue Jinbo, un boucher de 43 ans) meurt dans les locaux de la police. Un policier responsable déclare qu'il a été terrassé par une crise cardiaque : la famille n'est pas autorisée à voir son corps mais pense qu'il a été torturé. Les jours suivants, comme la nouvelle de ce meurtre se répand, la révolte éclate ; les villageois chassent les officiels et les flics du village bloquent toutes les routes permettant de communiquer avec l'extérieur. Le 14 décembre, un millier de policiers font le siège de Wukan, coupent l'eau et l'électricité et refusent de laisser passer toute marchandise. Les villageois parviennent quand même à communiquer avec l'extérieur.

Le 17 décembre, le conseil « illégal » remet aux autorités une liste de revendications, essentiellement la restitution des terres à leurs occupants initiaux. Le 19 décembre le secrétaire régional du Parti annonce une négociation à ce sujet, mais elle ne concerne que 0,06 % des terres accaparées du village. Les deux dirigeants du Parti du village, qui ont dû prendre la fuite, sont expulsés du Parti mais les emprisonnés ne sont pas libérés et une marche sur la ville de Shanwei (dont, rappelons-le, dépend administrativement Wukan) est projetée.

Finalement, le 21 décembre 2011 le vicesecrétaire de la province, Zhu Minguo, émissaire du secrétaire du PCC pour la province Wang Yang, se déplace à Wukan pour rencontrer Lin Zulian, 70 ans, hommes d'affaires à la retraite, membre du Parti promu leader de la rébellion. Zhu Minguo promet de relâcher les prisonniers, accepte l'élection démocratique d'un nouveau comité de village et de faciliter les négociations concernant les terres. La police se retire, toutes les barricades sont démantelées. Lin Zulian est désigné comme nouveau secrétaire du parti à Wukan et les villageois organiseront indépendamment l'élection d'un nouveau comité de village à bulletins secrets pour le 3 mars 2012, Lin Zulian en restant obligatoirement le président. Trois autres élections sont prévues, qui désigneront les 100 membres d'une sorte d'assemblée populaire contrôlant le comité ainsi élu. Le 11 février, 6 500 villageois de Wukan élisent 107 de ces représentants, parmi eux la fille du villageois assassiné par les policiers. D'après un témoin étranger, l'élection n'a pas montré d'intervention ouverte ou secrète du Parti communiste.

Ce qui se passe à Wukan a été et est totalement ignoré par les médias nationaux, mais il n'en est pas de même au niveau du Guangdong. Au contraire, tout y est décrit dans le détail et pratiquement les contestataires d'affaires similaires sont encouragés à se lancer dans ces pratiques « démocratiques », ce qui ne manque pas de s'amorcer, timidement à cause des résistances du Parti. mais cela déborde aussi hors de la province. L'homme derrière ce changement radical des pratiques habituelles du Parti dans la solution de toute contestation est Wang Yang, chef de file du courant libéral dans le Parti, favorable au recul du secteur public, nommé secrétaire du Parti dans cette province en novembre 2007. Il doit résoudre la crise économique et ses conséquences sociales particulièrement aiguës dans cette province hyperindustrialisée, et joue son avenir politique dans la course au comité permanent du Parti en refusant l'intervention accrue de l'Etat et en prétendant nettoyer encore plus les écuries d'Augias de la corruption dans le Parti, heurtant ainsi de front les intérêts des clans locaux du PCC.

Le nouveau comité de Wukan ne réussit pas à récupérer plus d'un quart des terres accaparées parce que la plus grande partie de celles-ci, cédées abusivement à des compagnies privées, avaient déjà été utilisées comme garantie pour des prêts bancaires consentis à des fins spéculatives à ces accapareurs : il était impossible de détricoter tout l'édifice immobilier. industriel ou commercial édifié à partir de ces cessions illégales. En outre, quand plus d'une centaine de villageois furent convoqués par les représentants démocratiquement élus pour discuter de ce que deviendrait leurs terres en 2012, la plupart d'entre eux votèrent pour ne pas rendre ces terres à leur fonction d'origine, la production agricole, mais pour la poursuite des plans spéculatifs déjà en place. La seule différence avec la situation actuelle était de toucher une part égale de la location de ces terres, ce qu'ils étaient théoriquement déjà en droit de percevoir antérieurement. L'agriculture avait été abandonnée des années auparavant sur ces terres, sauf pour les jardins entretenus par les vieux. La plus grande partie des jeunes passaient presque tout leur temps dans la zone industrielle et urbanisée du delta de la rivière des Perles, travaillant pour des salaires ou gérant une petite boutique; bien peu travaillaient réellement dans le secteur de Wukan dans les hôtels ou les usines construits sur leurs terres occupées par le capital.

Le retour des villageois des zones urbaines pour participer à cette lutte rurale et la participation à cette lutte de migrants agricoles installés àWukan en provenance de provinces

pauvres voisines fit que les divisions habituelles, qui limitent le potentiel explosif de telles révoltes paysannes, n'existaient plus. Cette caractéristique fit que la révolte de Wukan « mit le feu à la plaine », inspira et encouragea au moins trois révoltes similaires dans des villages ou villes du Guangdong et même, semble-t-il, dans d'autres provinces. Si, par crainte d'une répression plus violente, les villageois de Wukan s'interdirent d'appeler à s'unir avec d'autres luttes rurales, le fait est qu'ils y pensèrent et en discutèrent, montrant par là le potentiel de solidarité concrète entre les luttes rurales et urbaines. Il y avait là un grand risque que toute la hiérarchie du Parti, à commencer par son leader Xi Jinping, ne pouvait accepter.

A RIPOSTE NE SE FIT PAS
ATTENDRE. Dans la lutte
pour le pouvoir à la tête
du Parti communiste, Xi
Jinping a finalement
consolidé sa mainmise
sur l'appareil, et amorcé
une reprise en mains que
la crise et ses consé-

quences sociales rendent d'autant plus nécessaire. En décembre 2012, Wang Yang est démis de ses fonctions dans le Guangdong et envoyé exercer la même fonction dans une autre province chinoise, la Mongolie intérieure (il disparaît aussi de la liste des possibles membres du Bureau politique). Il est remplacé par Hu Chunhua, qui va faire tout rentrer dans l'ordre du Parti, avec les méthodes habituelles de la manipulation politique et de la répression. Il pouvait s'appuyer sur la désillusion des villageois de voir que la pratique « démocratique » ne pouvait répondre à aucune des revendications sur la terre. Un villageois peut déclarer en février 2013 : « On a viré les officiels corrompus

verbal) sont toutes en régression." (Le Cerveau endommagé, de Barbara Demeneix, éd. Odile Jacob); Nature & Progrès n°108 (été 2016); et La Reproduction artificielle de l'humain, A. Escudero (voir note de lecture, Echanges n° 149 (automne 2014).

http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page= resume&id_article=856

◆ Autre « machine intelligente »: le compteur électrique Linky, qui collecte des milliers de données sur notre vie privée. Pièces et maind'œuvre poursuit son combat contre ce « moyen techno-administratif d'espionnage et de gestion du cheptel humain », http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page= resume&id_article=864 Lire aussi : « Les secrets de Linky » ; « Ce qu'on apprend en infiltrant une réunion de la

galéré toute sa vie alors que cette galère devient de plus en plus pesante à cause de l'âge. Il a pu ainsi, nanti à la fin de l'adolescence d'un CAP de boulanger pâtissier, tâter dans ce secteur du petit patron de la boulangerie urbaine à la boulangerie industrielle, passer du petit patron l'employant au noir à l'entreprise du bâtiment, sortir d'une carrière de mineral de fer pour se frotter à l'usine métallurgique sous-traitante. Il a même, au prix d'un étonnant courage, gagné des galons universitaires qui lui ont permis de tâter de l'Education nationale pour s'apercevoir qu'on y pratiquait, même si c'était moins crevant, la même insécurité qui lui faisait, comme intérimaire, galoper dans toute une région pour juste quelques mois de remplacement. C'était si contraignant et si incertain qu'il a fini par retourner à l'usine. Tout un symbole. Il a ainsi pu franchir toutes les étapes de l'encadrement du travail, du noir au CDD au CDI et à l'intérim, fuyant l'une pour tomber dans l'autre, parfois seul salarié pour œuvrer dans ces nombreuses « petites boîtes » de province qui peuvent exploiter jusqu'à 200 ou 300 travailleurs. Il a trouvé partout, malgré les dissemblances de statut et de production des boîtes en question, la

même condition prolétarienne faite de dur travail, de faibles salaires et d'insécurité tant dans le travail que dans son statut social. Il se sent plus proche des prolétaires que l'on dit avoir disparus ici, ceux de Chine ou d'Inde bien qu'il sache que leur condition est bien pire que la sienne. Il se sent par contre, comme tous ses camarades de galère, bien loin du type de « prolétaires » décrit dans la citation cidessus même s'il sait que certains aspects de leur condition peuvent être identiques à la sienne, par exemple, la précarité. Il y a un autre aspect dans sa condition : son fils, encore au lycée, a dû travailler cet été pour soulager les problèmes financiers. Ce qu'il a trouvé : manutentionnaire dans un supermarché. Comme on dit: reproduction de la force de travail et de sa condition. Cette constatation des différences énormes quant aux conditions d'exploitation, pose la question récurrente de ce que peut être la lutte de classe aujourd'hui en France et dans les vieux pays industrialisés. A chacun d'y réfléchir.

♦ Voir aussi :« Working class zero ? Sur la prétendue disparition des ouvriers étasuniens»,

https://ddt21.noblogs.org/?p=1261

elles être "intelligentes"? Quelle est cette étrange "intelligence" qui semble fuir des hommes vers les machines? Pourquoi le complexe scientifico-capitaliste s'acharne-til à éliminer la masse des hommes de toute activité, au profit de systèmes perfection-

nés ? (...) Les machines "intelligentes" sont des cadres et des intermédiaires entre la technocratie dirigeante et la masse dirigée, en attendant son élimination

Justement, et comme pour hâter cette relève du personnel humain par la machinerie "intelligente", on voit chuter de quatre points, entre 1999 et 2009, le quotient intellectuel (QI) moyen en France (cf *Le Monde*, 21 juin 2016) et dans d'autres pays: "Les trois fonctions cognitives testées (représentation des formes, arithmétique, raisonnement

Quelques réflexions sur le travall, ce qu'il représente pour l'économie mondiale globale et pour les travailleurs

Un camarade de Temps Critiques présentait succinctement leur position quant au travail sur un réseau distinct : « Nous distinguons donc une idéologie de la fin du travail (Meda, Rifkin) d'une analyse en terme de crise du travail ou de perte de sa centralité au moins dans les zones dominantes du capital qui, elle, est bien réelle. Rentrons rapidement dans le détail et pour la France. Si pour la première fois depuis 2009 il y a eu plus de création d'usines que de destruction (82 contre 75), c'est dans des secteurs de haute technologie qui n'emploient que très peu de personnes (la perte de salariés est estimée à 40 %) avec une productivité globale très forte (la notion de productivité du travail est aujourd'hui inutilisable car non mesurable dans la nouvelle combinatoire travail mort/travail vivant) et une automatisation poussée. Pour le procès de production je prends un exemple : à Chassieu, dans la région lyonnaise, une entreprise (Amobéa) vient d'être créée pour produire des amibes permettant de lutter contre la

légionnelle ; elle comprend 46 personnes dont seulement 7 sont "productives" au sens classique du terme, avec un statut de technicien (ETAM) et elles ne travaillent qu'en journée. Pour ce type d'entreprise, fini le travail posté. La nuit et les week-end l'usine tourne en autonomie (l'usine fonctionne 24 h sur 24), » Pour Echanges, ce dernier exemple d'une « entreprise moderne » en France s'oppose radicalement à ce qui est présenté dans l'ouvrage qui vient de paraître : L'usine nuit et jour, journal d'un intérimaire (Patrice Thibaudeaux, collection Voix d'en bas, éditions Plein Chant, disponible à Echanges). 200 travailleurs, travail nuit et jour, une partie sale et éreintante et dehors par tous les temps, l'insécurité totale, tous les attributs du prolo comme certains pensent qu'il n'existerait plus. Cela se situe dans la France profonde, là où on est souvent coincé par des considérations économiques et familiales, là où les choix de « perdre sa vie à la gagner » se ressemblent tous à la seule différence que la marchandise qui en sort peut varier à l'extrême. C'est ainsi que l'auteur, de boulots fixes mais totalement aliénants à des boulots d'intérim fort divers, a

pour que nos terres nous soient retournées, mais nous n'avons rien reçu et le nouveau comité de village ne nous a donné aucune explication. » Il est évident que le comité ne peut pas restituer les droits des villageois sur les terres à cause des situations juridiques complexes déjà signalées mais ne veut pas aller au-delà, ce qui supposerait une véritable rupture avec le régime et la promesse d'une répression de grande ampleur.

Lin Zulian, qui fut le leader accepté à la fois par le secrétaire du Parti Wang Yan et par les villageois, exprime sa désillusion : « Je suis vieux. Je ne peux résister à la pression et remplir tous les espoirs qu'ils ont pu avoir. Je n'ai rien gagné dans une telle campagne. Je n'aurais pas dû y prendre part. La démocratie est quelque chose à laquelle chacun doit aspirer mais sa mise en pratique doit être graduelle et il doit y avoir un environnement qui la rend possible. On ne peut pas la laisser survenir brusquement. » Il ajoutait que les villageois n'étaient pas très clairs sur leurs droits réels, exigeant par exemple que le comité révèle tous les détails des contrats qu'il pouvait signer. Dans cette situation, certains des villageois pensaient, eux, aller audelà : ils parlaient de virer par la violence tous les occupants des terres et de démolir tout ce qui avait été construit dessus. La situation à Wukan n'en est pas moins inquiétante pour le contrôle social, car elle ne représente pas un incident isolé : le rapport pour 2013 de l'Académie chinoise des sciences sociales évalue à 100 000 le nombre des protestations impliquant plus de 100 participants, plus de la moitié de ces protestations concernant la confiscation des terres ou la démolition d'immeubles pour assurer le développement économique. Pour ne citer qu'un seul exemple ; dans un village proche de Wukan, Shangpu, le même scénario qu'à Wukan vient de se reproduire, en 2016, avec

la même révolte contre la dévolution quasi clandestine de terres à un groupe industriel et la même répression violente pour étouffer toute tentative de mise en place d'un comité indépendant du Parti.

EU À PEU LE NOUVEAU SECRÉTAIRE du Parti, Hu Chunhua, tisse sa toile pour redresser la situation à Wukan et rétablir la mainmise du PCC contre les tendances de gestion plus ou moins autonome du village. La situation à Wukan devient de plus en plus tendue et les signes prémonitoires d'une « liquidation » du mouvement se précisent. Tout cela va se concrétiser début 2014. D'un côté, le secrétariat local du Parti est renforcé avec la réinstallation des responsables chassés en 2011, d'un autre côté de nouvelles élections sont annoncées pour le conseil de gestion du village pour remplacer l'ancien. On ne sait trop ce que veut Lin Zulian mais, malgré son âge avancé (70 ans) et ses désillusions, il reste fidèle au Parti et. avant promis de « travailler avec le nouveau comité pour renforcer les règles du parti ». il lui est fait la promesse que de toute facon il restera à la tête du nouveau comité. Sage précaution de l'organisation locale du Parti, étant donné la popularité de Lin Zulian. Les élections du 11 mai 2014 sont complètement truquées, hors de tout contrôle des villageois, et le nouveau comité est entièrement dominé par le Parti.

La situation peut sembler alors, tout au long de 2015, quelque peu stabilisée, mais rien ne se produit quant à la dévolution des terres. Au contraire, les édiles du Parti rétablis dans leur pouvoir local peuvent continuer à tramer les manœuvres plus ou moins secrètes quant aux terres. Les villageois, désorientés, sont de plus en plus divisés quant aux solutions pratiques pour parvenir à leurs fins qui restent la restitution des terres. Lin Zulian

finit par se lasser de couvrir tout ce qu'il a combattu antérieurement et, alors que la coupe déborde, rompt le contrat tacite qui le maintenait à la tête du comité. Passant pardessus la tête du comité local, même inféodé au Parti, les autorités de Shanwei ont arbitrairement attribué une terre de Wukan - 110 000 m² - à un promoteur immobilier. Hua Hui Real Estate, sans en référer à quiconque à Wukan. Pour Lin Zulian, c'en est trop. En décembre 2015, il adresse plusieurs lettres au promoteur, dont il ne reçoit que des réponses évasives. De guerre lasse, le 2 mars 2016, il publie une lettre ouverte dans laquelle il dénonce la corruption dans le transfert des terres « volées par le pouvoir, l'argent et les gangsters », et peu de temps après appelle les villageois à une manifestation de protestation pour le 18 juin.

Ce même 18 juin 2016, Lin est arrêté lors d'un raid nocturne violent à son domicile et, interrogé pendant douze heures sans relâche et sans ménagement, finit par craquer et par s'avouer « coupable » de corruption, accusation fallacieuse imaginée par le Parti. Cette « confession » est immédiatement diffusée sur les médias. Mais personne n'est dupe à Wukan où, le 26 juin, des milliers de villageois manifestent (toujours avec une forêt de drapeaux rouges chinois et affirmant leur soutien au Parti) réclamant toujours les terres et la libération de Lin Zulian. Plusieurs douzaines de villageois poursuivent les officiels du Parti qui doivent se barricader dans une école. La police intervient avec la dernière violence.

Le 8 septembre Lin Zulian, ayant plaidé coupable, est condamné pour corruption à trois ans et un mois de prison et à une amende de 200 000 yuan. Condamnation confirmée en appel le 20 octobre, bien que Lin Zulian ait rétracté ses « aveux » obtenus sous la violence policière.

A Wukan, les manifestations de soutien à Lin et pour les terres sont quasi quotidiennes, ce qui motive une répression massive. Le 13 septembre, plus de 1 000 policiers débarquent de nuit dans le village, envahissent les habitations, cassent, fouillent, et dans la journée la révolte éclate de nouveau à Wukan, avec les affrontements habituels et plus de dix arrestations. Le village est pratiquement sous occupation policière permanente. Depuis, les manifestations à Wukan restent récurrentes mais sporadiques, et pour le moment la reprise en mains est effective malgré toutes les résistances, car rien n'a été fait pour la repossession des terres spoliées et cette spoliation peut continuer en toute impunité.

C

ETTE « REPRISE EN MAINS » par un pouvoir fort relativement à la dévolution des terres apparaît aussi bien nécessaire pour l'avenir des campagnes chinoises.

L'agriculture chinoise se trouve face à deux problèmes essentiels qui obèrent l'alimentation de la population : d'une part le vieillissement de la population, qui fait que les terres attribuées à tel ou tel sont délaissées, d'autre part et pour cette même raison, le morcellement de millions de petites parcelles qui ne sont plus cultivées comme autrefois. D'où un impératif de réforme pour accroître la production agricole; les tentatives antérieures pour répondre à ce problème ont toutes échoué. L'objectif cette fois est de constituer de grandes fermes, par une concentration qui permettrait une agriculture industrialisée. Est ainsi envisagée la constitution de grandes fermes édifiées après un contrat entre le co◆ Scenarios of the Coming Crisis: A Response to Aufheben's "The Crisis: Afterword" par Chuang (22 juin 2016) http://chuangcn.org/2016/06/s cenarios-of-the-coming-crisis/

Critique de la politique

◆ Contre la politique – Pas un seul cheveu blanc n'a poussé sur nos rêves, de Maresia Dalua (éd. Séléné).

« Fruit d'une réflexion collec-

tive autour d'expériences militantes passées, ce texte, tentative de contribuer à la critique de la politique et de l'aliénation militante, rappelle avec force que "la révolution n'appartient à personne" et que toute tentative de la confisquer "politiquement" ramène inévitablement dans les bras du capitalisme. Il est donc un appel à lutter contre le capitalisme dans la perspective d'une société où hommes et femmes disposeront librement du temps comme champ d'épanouissement de leur activité, » Disponible sur simple demande à : leshabitantsdelalune@vahoo.fr « Sous le nom collectif de Maresia Dalua, plusieurs personnes dressent le bilan de leur expérience militante vers 1980-2000 dans des organisations issues de la Gauche Communiste, "ultra-gauches", dont ils n'indiquent pas les

noms, certainement par refus de polémiques inutiles. » (https://ddt21.noblogs.org/?pa ge_id=1210)

Le titre est un emprunt au chanteur Hubert-Félix Thiéfaine (« Pas un seul cheveu blanc n'a poussé sur mes rêves », in Trois poèmes pour Annabel Lee.)

Bruno Bauer et Karl Marx

◆ La Trompette du Jugement demier, de Bruno Bauer et Karl Marx (traduit de l'allemand par Henri-Alexis Baatsch), suivi de Marx comme trompettiste, de Nicolas Dessaux. L'Echappée, 2016, 400 pages, 22€

(https://www.lechappee.org/latrompette-du-jugement-dernier). Entretien avec Nicolas Dessaux sur le site http://solidariteouvriere.info/culture/

Dialectique

◆ Dépassement ou englobement des contradictions? La dialectique revisitée, de Jacques Guigou et Jacques Wajnsztejn (L'Harmattan, coll. « Temps critiques »). Présentation par les auteurs : « "Ce fut un merveilleux lever de soleil" avait dit Hegel de la Révolution française. L'expression fut également utilisée pour qualifier Mai 68 et le dernier assaut prolétarien des années 1960-70 qui tendait à abolir le capitalisme. Sur ses limites s'en-

clenche une nouvelle dynamique qui permet d'englober la contradiction capital-travail mais fait resurgir des contradictions ancestrales précapitalistes (rapports entre les sexes, rapport à la nature) [...] Féminisme, lutte contre la norme sexuelle, écologisme, autonomie, autant de mouvements. [...] dits « de libération », [mais quil, souvent devenus lobbies, contribuent plutôt à faire sauter des verrous. Et aujourd'hui que quasiment toutes les activités humaines sont capitalisées, c'est une contradiction encore plus ancienne et plus générale qui se manifeste à nouveau. celle entre individu singulier et communauté humaine, mais sous les formes particularisées des religions et des identités. [...] Ce livre cherche à tester la validité de certains concepts hégéliens et marxiens au regard des bouleversements de ce que l'on peut désormais nommer "a révolution du capital"; il cherche aussi à dégager des possibles pour un devenir autre. »

De l'intelligence et des machines

◆ Quelques remarques d'Olivier Serre sur les « machines intelligentes » : « Pourquoi nous faudrait-il des voitures ? Quel est le bilan d'un siècle d'industrie automobile ? Pourquoi les machines devraient-

- « La question des femmes »
- ◆ DDT21 : « Sur la "question" des "femmes" » (juillet 2016).
- « Si, comme dit Marx dans les Manuscrits de 1844 en reprenant une idée de Fourier, le rapport entre sexes "permet de juger de tout le degré du développement humain", il doit permettre aussi de juger du degré du développement des révolutions. Mesurées à ce critère, les insurrections passées font piètre figure. car on aurait du mal à en trouver où la domination masculine n'ait pas prévalu. Ce fait indéniable, la théorie radicale ne le prend guère au sérieux.» https://ddt21.noblogs.org/files/2016/07/L a-Question-des-Femmes-GD.pdf ◆ Sous le titre « La peur va changer de camp », Alternative libertaire n° 266 (novembre 2016) consacre un dossier aux violences faites aux femmes. L'article d'ouverture brosse le tableau de ces violences - coups, viols, viols achetés, harcèlements, maltraitance médicale, déni de justice, autres violences psychologiques, commises au travail, dans le couple, dans la famille, dans les groupes d'amis, lieux d'études, rue, transports, lieux de soins, institutions telles que la police ou la justice... «La conscience des violences faites aux femmes est faible, la répression est faible, la tolérance sociétale est grande. Aucune raison que
- les faits diminuent.»
 Face à cela, l'article préconise de renforcer « la capacité des femmes à se défendre individuellement et collectivement», à encourager « les fillettes » à apprendre un sport de défense. Fort bien. Et auparavant, sous ce qui est dit comme une évidence :

« Faire en sorte que les hommes ne soient pas plus agressifs et violents que les femmes», donner « une éducation qui encourage à la douceur et à la patience», et mettre aux garçons « des vêtements qui entravent pour limiter le développement physique».

«L'éducation, écrit l'auteure de l'article, doit limiter l'agressivité et la violence autorisées aux hommes, et augmenter celles autorisées aux femmes. Le but doit être de permettre une cohabitation d'humains et d'humaines dont les différences de comportement ne résultent que des goûts et aptitudes individuelles.»

Les goûts et aptitudes ne sont-ils pas façonnés par l'éducation ? Celle-ci n'estelle pas façonnée par les conditions sociales? La libération des femmes passera-t-elle par l'usage de la camisole de force pour empêcher les garçons de grandir? Un grand garçon un peu fort est-il voué à violenter les femmes ? Certes non. Un petit garçon empêché de grandir par ses vêtements sera-t-il moins violent? Certes non... Nous laissons chacun triturer ces questions... Ceci relevé simplement pour constater qu'à partir de buts certes désirables - assurer l'égalité des femmes et des hommes - on peut imaginer et dire bien des bêtises.

F. M.

Le dossier comporte bien sûr d'autres articles, par exemple « Migrante: le parcours de la combattante», qui rappelle utilement que « selon le HCR, les femmes représentent près de la moitié des personnes migrantes dans le monde», et qu'elles sont, là encore, « invisibilisées». Et bien plus exposées aux violences de toutes sortes.

mité de village (le seul en principe habilité à disposer des terres du village) et une entreprise unique qui exploiterait la totalité des terres du village; le contrat comporterait une garantie d'emploi et de salaire aux villageois qui ne conserveraient que leur jardin privatif. La mise en œuvre d'un tel plan entraînera bien des résistances et la reprise en mains des résistances actuelles dans les campagnes devient une étape cruciale. D'où l'importance de l'isolement et de la normalisation de Wukan.

Quelle leçon tirer de la révolte de Wukan ?

Par-delà les revendications premières et ce que le contexte a pu faire apparaître, ce sont les ambitions réelles et les perspectives que cette révolte a pu exprimer qui peuvent donner la dimension révélatrice de la contestation en Chine.

Il ne faut pas s'attacher seulement à l'étroite limite de la revendication, ou à ces manifestations patriotiques ou d'affirmation de fidélité au Parti dont nous avons souligné l'ambiguïté. L'Histoire nous apprend par de nombreux exemples que des événements de grande ampleur, voire révolutionnaires, sont partis de revendications élémentaires bien terre à terre, qu'elles ont pu emprunter au départ les sentiers battus des idéologies de la domination sociale, pour les contredire dans l'action et prendre conscience de leur démesure dans la répression brutale du système

Le fait que les villageois aient pensé qu'une assemblée « démocratiquement élue » et le collectif en émanant auraient pu constituer une forme de gestion de leurs intérêts contre la domination du Parti allait-il au-delà du plan local et constitue-t-il une contestation globale du système ? Le fait qu'à différentes reprises, la violence ait percé contre les personnes et symboles qui représentaient la do-

mination du Parti communiste exprimait-il une radicalité, plus qu'un ras-le-bol de l'inefficacité de ce qui avait été fait jusqu'alors ? Il est difficile de le dire d'autant plus que le mouvement a toujours hésité entre d'une part l'espoir d'une solution venant des autorités supérieures et d'autre part des tendances autogestionnaires plus ou moins radicales (il ne semble pas y avoir eu d'affirmation d'une indépendance totale de tout pouvoir). Il est difficile de le dire car l'intervention des mêmes autorités a prévenu l'extension de la contestation d'abord par la répression, puis par l'intégration, puis par une formule mixte intégration-répression, puis jusqu'à aujourd'hui par la répression. C'est la seule dynamique dans l'extension d'un mouvement qui en modifie les perspectives et les ambitions politiques. Sous cet angle, le mouvement n'a pratiquement jamais atteint un stade plus large et a finalement stagné dans l'impossibilité d'une solution locale. Le pouvoir central du PCC était bien conscient du danger potentiel et de la dynamique que représentait une extension (même limitée au départ) de ce type de contestation foncière et les quelques révoltes style Wukan ont été réprimées brutalement.

Wukan peut apparaître comme une étape positive d'on ne sait quel avenir émancipateur, car de tels mouvements ne sont plus à part du fait qu'ils se rattachent à la terre, mais font partie des résistances globales au système; ils émanent, malgré les apparences, de prolétaires laissés pour compte par le système.

H.S.



DANS LES PUBLICATIONS/ MIGRANTS, AFRIQUE, ASIE, AMÉRIQUE

Migrants : un entretien avec un bénévole autrichien

◆ Dans le n° 100 (été 2016) de la revue allemande Wildcat. un entretien, daté du 20 février 2016, avec un bénévole humanitaire auprès de migrants, originaire de Graz. en Autriche, W., appartenant à un groupe de 50 personnes sans lien avec les institutions officielles ou non (ONG). W. voit dans son action un « renouveau de la société » parce que l'aide humanitaire aux migrants, hors ONG et Etats, se ferait sans bureaucratie ni hiérarchie et ferait appel à la simple solidarité. Au-delà de ce discours convenu W., parce qu'il se frotte aux aspérités de l'action, découvre cependant au fil de l'entretien que lui et ses camarades doivent composer avec les institutions officielles et avec les organisations cri-



minelles qui accompagnent les migrants ; par exemple, à la frontière entre la Macédoine et la Serbie. W. et ses camarades ont été confrontés à environ 300 Albanais qui constituaient un « comité d'accueil » des migrants, dont il prétend qu'il n'était pas de structure mafieuse mais simplement né de l'opportunité. Puis, à Lesbos, en Grèce, où il s'est rendu entre le 18 décembre 2015 et le 12 février 2016, W. a constaté une économie parallèle très active ; les habitants de Lesbos pratiquant une solidarité intéressée : location de logements aux membres des ONG et aux migrants capables de paver. vente de nourriture ; et les migrants récupérant canots et gilets de sauvetage pour, pense W., les revendre en Turquie, etc. Lors de cet entretien, W. précise qu'il veut s'engager encore plus, d'autant qu'il a rencontré une copine grâce à son activité. Quatre mois plus tard (22 juin 2016) W. raconte qu'il est allé en Malaisie voir de nouveaux amis et en mai dans le camp d'Idoméni à la frontière grécobulgare. Un entretien sans langue de bois mais qui ne révèle pas comment le groupe auquel W. appartient se finance ni comment W. luimême trouve le temps et l'argent pour son activité.

◆ La revue Wildcat a publié plusieurs articles sur l'aide aux migrants en Allemagne dans ses numéros précédents. Rappelons pour tempérer l'entretien ici recensé un autre entretien, paru dans son n° 98 (été 2015, voir Echanges n° 153, p. 56) avec un camarade actif dans une ville movenne du Nord de l'Allemagne impliqué dans la Willkommensinitiative (Initiative Bienvenue) qui soulignait que la vaque migratoire actuelle posait la question de la résurgence d'emplois non qualifiés sous-payés effectués par des migrants, et que le groupe auquel il participait était composé pour les deux tiers d'étudiants, un tiers de non-travailleurs (retraités. pensionnés de toutes sortes) et quelques chômeurs ; aucun travailleur. Ce qui expliquait sans doute que la solidarité dans ce regroupement, si elle existait avec les migrants. était inexistante avec les pauvres de la ville même.

Un squat pour loger des immigrés

◆ A Albi, questions et contradictions autour de la réquisitiion d'un bâtiment d'ERDF par des personnes d'horizons

DANS LES PUBLICATIONS / THÉORIE, HISTOIRE...

Une classe, la technocratie

♦ Après Ludd contre Marx et Ludd contre Lénine (le communisme des technocrates), voici le troisième volet de l'enquête de Marius Blouin sur la technocratie, classe dirigeante globale à l'ère du capitalisme technologique : Ludd contre les Américains (Bellamy, Smyth, Veblen, Ford & Scott) : http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id article=877

Les allergiques à l'écran peuvent commander la « Pièce détachée » n° 80 (brochure A5, couverture cartonnée, deux volumes) en envoyant un chèque de 7 € à l'ordre de Service compris.

Les trois volets, Ludd contre Marx, Ludd contre Lénine et Ludd contre les Américains, peuvent être commandés ensemble pour 15 € (5 volumes, port compris) à Service compris, BP 27, 38172 Seyssinet-Pariset cedex

Exploitation

◆ «Qu'est-ce que l'exploitation? » : dans Courant alternatif n° 264 (novembre 2016), un texte issu de l'atelier « Economie » des Rencontres libertaires du Quercy en juillet 2016. « Pourquoi s'intéresser à l'économie et pourquoi reprendre Marx à ce sujet? »: « Le gros apport de Marx, c'est sa théorie de l'exploitation. Elles reste fondamentale pour analyser ce qui se passe aujourd'hui. »

Du Capital

◆ Dans I'homme tout est bon (homo homini porcus), de Yannick Blanc, éd. Sens & Tonka. « Ses amis, comme ses ennemis, s'alarment du ravage et de l'épuisement du monde matériel d'où le Capital tire sa substance. Les uns lui donnent des conseils de ménagement durable. Les autres se réjouissent de son renversement fatal, "sous le poids de ses contradictions" - d'autant qu'il ne leur coûtera nulle peine. Le Technocrate rit de ce catastrophisme réactionnaire et obscurantiste. Il sait que (...) le progrès technologique et l'invention de nouveaux désirs offrent aux Majuscules et aux

numéros des perspectives de dépense et de croissance illimitées. »

◆ The substance of capital, The life and death of capitalism, Robert Kurz, Chronos publication

16,80 euros à Chronos Publication,BM Chronos London, WC1N3XX

La crise en 2017-2018

- ◆ Le Cycle des crises aux Etats-Unis depuis 1929 ; Essai de systématisation de la conjoncture, de Robin Goodfellow (éd. L'Harmattan, coll. « L'esprit économique -Krisis ») :
- « Ce livre dégage de l'analyse des cycles depuis 1929, une méthode permettant d'identifier diverses phases du cycle. Cette connaissance vise également à améliorer la prévision des crises de surproduction. (...) Si la méthode s'avère pertinente, une nouvelle crise de surproduction devrait intervenir en 2017-2018. »

http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=50861 Un suivi régulier de l'évolution de la conjoncture ainsi que les compléments du livre sont disponibles sur http://www.robingoodfellow.info



finance ne paraît pas avoir stoppé la stagnation et le déclin du profit global ». Ainsi « le profit accru reste stérile, incapable de se convertir lui-même en capital, car il n'existe plus de raison attrayante pour investir dans une autre production ».

De ces transformations correspondant à notre époque, émerge un surplus de population ethniquement distincte et criminalisée «identifiée dans un marché illégal de l'échange direct ». C'est « le sujet » (ou comme certains le diraient, un « non-sujet ») de la nouvelle « ère des émeutes » que sont les luttes se déroulant sur le terrain de la circulation « où le capital a de plus en plus concentré ses ressources ». Ces luttes commencent par les blocages et les occupations et sont supposées se terminer, par un coup de baguette magique, dans des communes.

Je pourrais en dire plus sur cette théorie post-moderne quand j'aurais terminé le livre. Ce qui est important pour nous c'est que c'est la continuation au niveau académique des théories de Théorie Communiste, Sic, Blaumachen et Endnotes

En attendant un « socialisme régénéré »?

Il y a presque un an, Jean-Claude Michéa faisait le bilan désastreux de la gauche en revenant sur ses origines, permettant de mieux cerner ses aboutissements catastrophiques actuels.

Suite aux bouleversements révolutionnaires du xix°siècle (1789; 1830; 1848; 1871) la gauche, incarnée par les libéraux et les républicains bourgeois, ne représentait que ceux qui s'opposaient au retour des aris-

tocrates et monarchistes de l'Ancien Régime; puis les circonstances historiques avec entre autres l'Affaire Dreyfus (en Allemagne, ce furent les mesures sociales du chancelier Bismarck), ont contribué à fracturer le mouvement ouvrier socialiste naissant avec une gauche réformiste et parlementaire en pleine ascension (Jaurès) et une extrême gauche révolutionnaire.

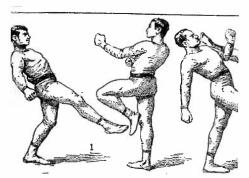
Malheureusement, cette dernière ne visait que la conquête violente de l'Etat comme allaient le montrer l'exemple de la Révolution russe et les écrits de Lénine, plutôt que son abolition définitive. Au point de vue idéologique, il est intéressant de constater que la classe dominante s'arrange fort bien de ce raccourci qui veut que la gauche soit l'équivalent du socialisme... au détriment comme toujours des classes exploitées.

Après avoir vécu les affres sanglants des deux totalitarismes du xxº siècle, on en arrive à l'aube du siècle nouveau à buter sur les mêmes écueils : le socialisme national aux sauces guévaristes des Mélenchon / Montebourg ou le néo-national-socialisme du FN.

Le capitalisme mondial se fout de leurs principes de nains et poursuit sa route qui ne nous promet que davantage de violences et de souffrances en attendant qu'un socialisme régénéré antiétatique et anticapitalisme anime les masses de populations dominées.

Amicalement.

Philippe de Chatillon



divers. Dans Alternative libertaire n° 266 (novembre 2016).

Migrants à Calais

◆ « Bidonville de Calais, Naissance et vie d'un ghetto », dans CQFD n°148 (novembre 2016). Retour sur l'histoire du plus grand bidonville de France, mis en place par l'Etat pour éloigner les migrants de la ville et mieux les contrôler Par Philippe Wannesson. Calaisien et auteur du blog passeursdhopitalites.word press.com

Migrants. Surpopulation carcérale

◆ Jakilea (Le Témoin), bulletin du Comité pour la défense des droits de l'homme en Pays basque (CDDHPB). n°120 (septembre 2016) : des chiffres sur l'accueil des migrants en France et la surpopulation carcérale en France et en Espagne (CDDHPB, Maison de la vie citoyenne, Polo Beyris, 64000 Bayonne).

Dans les prisons des Etats-Unis

◆ Les Etats-Unis sont connus pour régler leurs problèmes sociaux en remplissant leur univers carcéral. Une liste des « Luttes dans les prisons aux Etats-Unis », un article du n° 100 (été 2016) de la revue allemande Wildcat, rappelle

Des terroristes et du gouvernement

◆ Třídní válka - Class War -Guerre de classe : revue et site existant depuis 2009, d'origine tchèque, avec des traductions en douze langues. Dans leur «positions programmatiques (http://www.autistici.org/ tridnivalka/positions-programmatiques/) « Nous sommes la classe des prolétaires et dès lors nous nous rebellons! », un paragraphe plutôt confus sur « l'organisation révolutionnaire ». Dans le n° 104 de Guerre de Classe (avril 2016) : « Paris 13 novembre 2015, Bruxelles 22 mars 2016 - Comme une journée ordinaire en Syrie, en Irak, au Yémen ou en Afghanistan..., "Menace terroriste" et militarisation de la société contre la réémergence de la guerre de classe ; un (tout) petit exemple : la France et la Belgique Extrait : « A contrario de ce qui s'est passé à New York et Washington en 2001, à Londres en 2005, à Paris (deux fois !) en 2015 ou à Bruxelles en 2016, où les prolétaires soumis à outrance à l'idéologie "citoyenniste" ont marché au pas selon le tempo donné par leur propre bourgeoisie, la façon dont d'importants secteurs du prolétariat en Espagne avaient réagi après les attentats de Madrid le 11 mars 2004 doit interpeller notre classe en plein désarroi programmatique. Rappelons-nous les faits : après que des bombes eurent explosé dans des trains de banlieue au petit matin, faisant 200 morts, tous des travailleurs se rendant au chagrin, des milliers de prolétaires sont descendus dans les rues en affichant leur mépris pour "les terroristes" mais aussi et surtout en dénonçant la politique de leur propre gouvernement et l'implication de leur propre armée dans la guerre en Irak. "Ce sont vos guerres, ce sont nos morts!", telle fut la consigne principale de ce mouvement qui retourna sa haine "des terroristes" vers sa propre bourgeoisie... avec pour conséquence pour le gouvernement espagnol de devoir retirer ses troupes d'Irak afin de désamorcer la contestation au niveau local. » http://www.autistici.org/ tridnivalka/category/francais/ tridnivalka@yahoo.com - Pour les réfractaires à Internet, demander copie à Echanges.

Nationalisme, internationalisme

- ◆ Au sommaire de Communist Left n° 38-39 (2016) :
- «Against the European Union referendum! The working class can only defend its conditions by class organisation and class struggle: The crisis of capitalism is world-wide»; «The Tottering Framework of Global Capitalism»;
- « Only by the workers defending their standard of living today »; « The false alternative for the proletariat in Greece »; « "Islamic State" creature of the imperialisms »; « Kobane: The Kurds in the quagmire of the Middle East »; « Theses on the national and colonial question adopted by Second Comintern Congress (1920) »;
- « Communism and the national question, *Prometeo* n° 4 (April 15, 1924), with Presentation in *Comunismo* n° 12, 1983»; « The labour movement in the United States of America (Part 5)»; « The usefulness of the latest genetic studies»; « General meeting reports».

http://www.international-communistparty.org/CommLeft /CL38.htm

♦ Anton Pannekoek 1912 Klassenkampf und Nation, Class Struggle and Nation, Lutte de classe et nation: commentaire sur http://www.left - dis.nl/f/AP_LutteDeClasseEtNation.htm, version française https://www.

marxists.org/francais/pannekoek/works/1912/00/pann ek_19120000.htm



que de nombreuses luttes secouent régulièrement les prisons américaines. Dans cet article, son auteur dresse une longue liste des plus récentes, depuis décembre 2008 à Motin, jusqu'à décembre 2010 dans l'Etat de Georgie, de juin 2011 à l'année 2013 à Pelican-Bay, etc. jusqu'en 2016, en mars à Atmore (Alabama), en mai dans tout l'Etat d'Alabama et en avril dans le Texas.

Kurdistan

◆ Encore un article titré « Un renouveau politique » à propos du Rojava, sujet qui a déjà fait couler beaucoup d'encre dans ce que, comme d'autres cet auteur appelle « un processus révolutionnaire ». Dans Alternative libertaire n° 264 (septembre 2016).

Autour de l'Etat islamique

♦ Sur le blog DDT21 : «Brouillards de guerre » (juin 2016) : «Sur ce que l'on appelait autrefois le Croissant fertile, l'Etat islamique cherche à s'imposer contre, et par-delà, les structures étatiques en place en Irak ou en Syrie. Plusieurs grandes puissances, aussi désunies entre elles que militairement très supérieures, tentent aujourd'hui de l'en empêcher pour garder leur contrôle sur la ré-

commerce) sont fallacieux dans une certaine mesure. Une bonne partie de la « gauche » qui recouvre les différents secteurs libéraux est à mots couverts ou ouvertement contre la classe ouvrière

Il y a des gens dans le camp d'Hillary qui sont nos ennemis et il y a des gens du côté de Trump qui sont nos alliés potentiels SI une stratégie de sensibilisation convenable est développée. Tout d'abord, nous devons rejeter le faux éventail droite-gauche défini par les politiciens, les médias, et nous orienter vers une recomposition des forces de tout l'éventail de nos ennemis dans les deux camps.

L. G.

La nouvelle « ère des émeutes » d'Isaac Joshua

D'un camarade grec (septembre 2016)

A propos du livre d'Isaac Joshua, La Révolution selon Karl Marx (Maspero, « Cahiers libres », 2012). Joshua, militant dans les années soixante-dix du groupe Révolution! issu de la Ligue Communiste, puis de l'Organisation Communiste des Travailleurs, est aujourd'hui membre du « conseil scientifique » d'Attac.

La principale thèse du livre de Joshua est qu'aujourd'hui les luttes ouvrières ont pour l'essentiel été réduites à des actions défensives tandis que de manière croissante des faits d'émeutes apparaissent la figure centrale d'antagonismes politiques.

Il prétend présenter une « théorisation proprement matérialiste de l'émeute pour les communistes » basée sur les théories de Marx sur la valeur et la crise et selon la tradition des analyses des systèmes mondiaux (au début du livre, il écrit que « ses réflexions initiales furent inspirées par Beverly Silver (1) et développées plus tard par sa fréquentation du Arrighi Center for global studies » entre autres institutions académiques.

Sa thèse est basée a) sur une astuce; b) sur une théorie inexacte de la périodisation du capitalisme. L'astuce est qu'il ne prend pas du tout en considération les grèves et les émeutes en Chine et en Inde, qu'il ne se sent pas concerné par la moitié de la population mondiale. « Mes positions concernent les débuts de l'industrialisation et pour aujourd'hui les nations de l'Ouest touchés par la désindustrialisation. » La théorie inexacte de la périodisation [en trois phases] qui donneraient leur contenu aux trois formes principales de l'action prolétarienne collective - les révoltes de la faim préindustrielles, les grèves du prolétariat industriel et les émeutes du surplus de population post-industrielle contre la police et l'Etat - basées sur les trois phases historiques circulation-production-circulation - est une mauvaise lecture du second volume du Capital de Marx sur le circuit du capital social total. Il lit dans ce circuit un schéma historique au lieu d'y voir la logique d'une autovalorisation de la valeur. Il dit qu'« il est présentement possible de prétendre que, même à un niveau systémique ou global, le capital se trouve dans une phase de circulation qui ne correspond pas à une production croissante ailleurs ».

Que la théorie d'Arrighi doive être tenue d'une telle incompréhension, je n'en sais rien. Peut-être certains pourront y répondre.

Joshua doute que les réseaux logistiques et les processus puissent faire partie de la valorisation globale et il ajoute que le développement « des transports maritimes et de la

⁽¹⁾ Beverly J. Silver est notamment l'auteure de Les Mouvements ouvriers et la mobilité du capital, voir Echanges n° 122 (automne 2007) et n° 129 (été 2009).

Répression des migrants au Royaume-Uni

D'un camarade de Londres (août 2016)

... ici dans le Royaume-Uni la bureaucratie d'Etat force de plus en plus les gens à « coopérer » avec la répression des migrants : plus de raids policiers sur les lieux de travail, les élèves des écoles primaires ont à fournir de nouveau des certificats de naissance pour le présent trimestre, les refuges pour SDF sont récompensés quand ils dénoncent les migrants SDF aux autorités, les professeurs d'université doivent fournir une liste des étudiants qui suivent leurs conférences, etc.; et de plus une augmentation des faits de violence contre les migrants de l'UE (des exemples récents d'attaques contre des porteparole polonais)...

M. P.

Résultats électoraux

D'un camarade américain (15 novembre 2016)

1) Hillary a gagné le vote populaire par 3 millions de voix, maintenant que les votes de la Californie sont sortis. Ce n'est pas tout à fait un mandat quelconque pour Trump. Le pays n'en est pas moins divisé comme il pouvait l'être avant le mardi où les résultats furent annoncés. Cela commence à être vu par une

masse de gens comme quelque chose d'illégitime.

2) Les promesses de Trump aux travailleurs blancs qui ont voté pour lui ne se matérialiseront pas. Selon moi, c'est là que se situe la possibilité d'une ouverture réelle. 17% [de ceux] qui ont voté pour Trump avaient soutenu Sanders auparavant. 100 millions d'Américains n'ont pas voté, le parti des abstentionnistes. Des études suivies pendant des années les ont montrés comme un groupe de citoyens qui sont à la gauche des deux partis républicains et démocrates.

3) D'un ami qui a suivi pendant des années l'évolution de la droite dure, j'ai entendu – et pas seulement de lui – que bien de ceux qui subissent cette attraction seraient tout autant attirés par le terme de l'alternative « gauche dure », une alternative qui jusqu'à maintenant n'existe pas. En Virginie de l'Est, un camarade écrit « le racisme était seulement la cerise sur le gâteau de ce candidat dont dont on n'a rien à foutre ». Je pense qu'il est dans le vrai et que c'est une raison de ne pas trop désespérer.

4) Il sera nécessaire de défendre les Noirs, les Latinos (qui ont voté à 30 % pour Trump), les musulmans, les homosexuels et tous autres. Mais une telle défense ne mènera nulle part si elle est prêchée d'une manière moraliste. Une telle stratégie de défense doit être associée avec une sensibilisation dirigée vers la classe ouvrière blanche et pauvre qui n'est pas fondamentalement raciste, ou militants ancrés à droite mais qui, comme pour le Brexit, ont voté comme un groupe de laissés-pour-compte. Aucun politicien important ne s'est jamais adressé aux ouvriers des ruines de la Rust Belt de la façon dont Trump l'a fait même si les raisons qu'il en donne (la Chine, la liberté du

gion. Du chaos à la crise et vice et versa. « La critique révolutionnaire, quant à elle, commence par-delà le bien et le mal » (Internationale Situationniste, 1967))

https://ddt21.noblogs.org/?pa ge_id=940

En PDF: https://ddt21.no-blogs.org/files/2016/06/Brouill ards-de-guerre-juin-2016.pdf

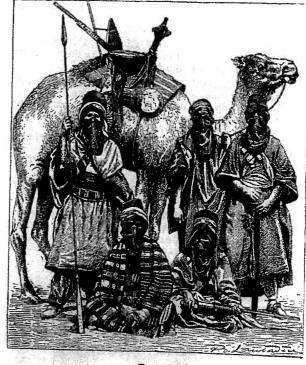
◆ Un long article dans le n° 100 (été 2016) de la revue allemande Wildcat rappelle les origines de l'organisation Etat islamique en Irak et en Syrie. Comme ce numéro de Wildcat date de l'été 2016, il a perdu de sa pertinence en ce qui concerne la période actuelle mais reste bien entendu valable dans sa partie historique. Les sources en français ne manquant pas, il n'a pas paru utile de rendre compte de ce que chacun peut savoir. Nous le signalons uniquement pour les germanophones.

Tunisie

♦ A Jemna, oasis du centre de la Tunisie, une Association de protection des oasis de Jemna s'est chargée ellemême (et en dehors de tout cadre légal) de la gestion du domaine depuis 2011 : avant cette date, l'Etat Iouait les dattiers à des opérateurs privés. En septembre, l'Association a organisé la vente aux enchères de la récolte, contre l'avis du gouvernement qui veut maintenant récupérer les terres, ou les confier à l'Association si elle se transforme en société commerciale. Les dattes ont été achetées par un membre du parti islamiste Ennahda. L'intervention des politiques brouille les cartes d'un conflit qui oppose d'abord une association soucieuse de développement local à l'Etat. Pour plus d'informations:

«Tunisie une expérience unique d'autogestion, c'est

l'intérêt collectif devance le gain personnel », documentaire (en langue arabe soustitré en français et en anglais) https://www.youtube.com/wat ch?v=gRRsdpl5WqA Quatre articles récents sur http://kapitalis.com/tunisie/20 16/10/11/affaire-de-jemnaune-mascarade-politique/ http://www.tunisienumerique.com/tunisie-hold-up-dejemna-la-reaction-de-letatdoit-etre-exemplaire/306097 http://directinfo.webmanagercenter.com/2016/10/12/tunisie-kebili-creation-dun-col-



Touareg.

lectif-de-defense-des-habitants-de-jemna/
http://fr.allafrica.com/stories/2
01610121032.html
et sur @infos : https://web-mail.sfr.fr/fr_FR/main.html#re
ad/VF_pertinent/28902

Françafrique au Mali

♦ « L'opération Barkhane, un boulevard pour le militarisme français en Afrique », dans Courant alternatif n° 264 (novembre 2016): analyse d'une double impasse, celle de l'échec militaire et d'une option qui aboutit paradoxalement à légitimer les mouvements islamistes aux yeux de la population malienne et celle de la « démocratisation » en trompe-l'œil amorcée en 1991

Ethiopie

♦ « Ethiopian government kills 100 civilians as protests sweep country », par Joe



Williams (26 August 2016), https://www.wsws.org/en/articles/2016/08/26/ethia26.html — ou copie à Echanges (en anglais).

Michoacán

◆ « Face au crime organisé, les communautés mexicaines du Michoacán s'organisent. Vue d'ensemble sur le mouvement d'autodéfense du Michoacán de 2013 », dans Courant alternatif n° 264 (novembre 2016).

La commune de Oaxaca

• « Communauté de lutte contre l'Etat. La Commune de Oaxaca 2.0 » un article du n° 100 (été 2016) de la revue allemande Wildcat, rapporte les événements survenus à Nochixtlán dans l'Etat de Oaxaca où le 19 juillet 2016, la police a tué 11 personnes, blessé plusieurs autres, sans compter les disparus, lors du démantèlement d'une barricade mise en place par le syndicat enseignant CNTE. Depuis plusieurs années, les enseignants se battent contre l'Etat de Oaxaca et l'Etat fédéral aux côtés d'autres professions.

On peut lire en français : « Le massacre d'Oaxaca et

« Le massacre d'Oaxaca et l'éruption de la lutte des classes au Mexique », sur https://www.wsws.org/fr/articles/2016/jui2016/persj27.shtml

« Mexique. Le gouvernement demande aux enseignants en lutte de "négocier la paix sociale" », sur le site du NPA http://www.revolutionpermanente.fr/Mexique-Le-gouvernement-demande-aux-enseignants-en-lutte-de-negocier-la-paix-sociale

Néo-zapatisme et économie

◆ Un entretien avec Jérôme Baschet, enseignant universitaire qui fréquente le mouvement néo-zapatiste du Chiapas (Mexique) depuis 1997, dans Critique sociale n°39 (septembre-octobre 2016) à propos de son dernier livre sur le mouvement zapatiste. Adieux au capitalisme. Une apologie du mouvement né pour l'opinion publique le 1º janvier 1994 contre l'Accord de libreéchange d'Amérique du Nord paraphé par le Mexique, les Etats-Unis et le Canada.

Brésil

◆ « Brazilian students return to the streets over classroom censorship laws », par Gabriel Lemos (World socialist web site)

https://www.wsws.org/en/articles/2016/08/26/braz-a26.html ou copie à Echanges (en anglais).

pitaliser et si le secteur privé n'est pas prêt à le faire, commencer à utiliser les instruments de résolution de l'union bancaire. Les très grandes banques européennes restent elles aussi trop grosses, trop peu capitalisées et font peser un risque systémique réel. Elles doivent elles aussi renforcer encore leurs fonds propres, comme le demande le FMI. Mario Draghi vient de déclarer que l'Europe compte trop de banques. » (http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2016/10/13/31007-20161013ARTFIG00119-deutsche-bankbanques-italiennes-il-faut-relancer-l-integrati on-bancaire.php)

Mais encore:

« La création de l'euro devait servir à affirmer un pôle financier européen autonome face au dollar. Il n'en a rien été. Les banques européennes continentales ont rêvé de rivaliser avec les géants de Wall-Street dans la finance de marché, elles se sont perdues dans une compétition dont elles ne maîtrisent pas les armes. La crise de Lehman Brothers et celle de l'euro ont été synonymes de pertes

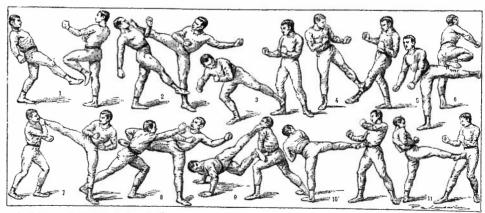
abyssales pour l'épargnant européen, notamment en Allemagne dont les excédents courants des années 2000 ont disparu en fumée dans de mauvais investissements, au sud de l'Europe (immobilier) et aux Etats-Unis (subprimes). »

Et de conclure :

« Le Brexit offre l'opportunité de remettre à l'honneur une conception plus continentale de la finance. Il appartient à la France de porter en Europe cette ambition. Elle en a les moyens, grâce à son industrie bancaire qui peut jouer un rôle de leader dans la recomposition bancaire européenne. »

OUS AVONS ICI tous les ingrédients poussant à d'importantes concentrations-centralisations du secteur bancaire de l'Union européenne ou, il faut envisager le pire, à un éclatement de l'Union européenne.

G. Bad fin octobre 2016



LE CAS DE LA FRANCE

Les opérations majeures de l'année 2015 en France :

- ◆ fusion entre Lafarge et Holcim (26,6 milliards d'euros) : béton, ciment et granulats. Ce nouvel ensemble baptisé LafargeHolcim, n°1 mondial des matériaux de construction, est dorénavant présent dans 90 pays et emploie 115 000 personnes ;
- ◆ acquisition de la branche énergie d'Alstom par General Electric (GE): 310 millions;
- ◆ de Portugal Telecom par Altice : 7,4 milliards ;
- ◆ deal GVT / Telefonica: 7,2 milliards;
- ◆ rachat de Corio par Klépierre : 7,2 milliards ;
- ◆ cession d'actifs d'Holcim/Lafarge à CRH: 6,5 milliards);
- ◆ reprise de Suddenlink (câbles) par le groupe de Patrick Drahi, Altice (SFR, L'Express, Libération...): près de 6 milliards.

La vente par Alstom de sa division énergie à General Electric (GE) permettra aux deux industriels de développer des co-entreprises dans les énergies renouvelables, les turbines nucléaires, les réseaux électriques dans le monde. Dans la transaction, Alstom reprend les activités de signalisation de GE; Alstom devient ainsi entièremen recentré sur le ferroviaire.

Fin septembre, nous apprenons que Renault-Nissan vise la prise de contrôle du japonais Mitsubishi, projetant le groupe comme n°1 mondial de l'automobile, dans un secteur de plus en plus oligopolistique [dominé par les oligopoles] (*). sées. La constitution de ces mastodontes va mettre un peu plus les agriculteurs sous leur dépendance. En France, 900 000 agriculteurs seraient concernés.

Les canadiens Potash Corp. of Saskatchewan et Agrium ont décidé de créer ensemble le numéro un mondial des engrais. Cette fusion intervient parce que Potash a vu son action divisée par quatre depuis l'année 2008. Une conséquence de la chute des demandes d'engrais (8), principalement de la Chine et l'Inde et des pays émergents. Il est bon de rappeler que Potash avait échappé en 2010 à une tentative de rachat par le groupe minier anglo-australien BHP Billiton, rachat bloqué par le gouvernement canadien. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la Belgique a dans un premier temps refusé le CETA, pour finir par signer cet accord de libre-échange entre l'UE et le Canada en s'accordant un droit de regard sur le volet agricole, crucial pour la Wallonie.

OUR CONCLURE, nous venons d'apprendre que la Deutsche Bank est en situation de faillite et les banques italiennes en difficultés. Il n'en fallait pas plus pour relancer l'union bancaire mise en chantier en 2012 pour digérer les effets de la crise financière de 2008. Le quotidien Le Figaro a publié le 13 octobre 2016 une tribune signée Les Arvernes, un groupe « de hautes fonctionnaires, de professeurs, d'essayistes et d'entrepreneurs », affirmant « il faut relancer l'intégration bancaire ». On peut y lire ceci : « Il faut progresser de manière décisive dans la constitution d'une vraie finance européenne intégrée. Pour avancer, il faut assainir enfin complètement les secteurs bancaires nationaux fragiles (notamment l'Italie), les reca-

TRAVAILLER EN RUSSIE

On comprendra que nous ne donnions pas de précisions sur l'origine de ce texte qui vient d'Ukraine, en langue anglaise. Il nous a paru intéressant de le communiquer, malgré ses quelques imprécisions, en raison du peu d'informations sur ce sujet.

l n'a jamais été facile d'être un travailleur ordinaire en Russie ou en Union soviétique. Dans le « Paradis des travailleurs », les travailleurs se sont toujours trouvés au bas de l'échelle. Antérieurement, ils étaient paysans ou serfs et ne possédaient ni terres ni droits. Les serfs comptaient pour un tiers environ de la population russe ou pour environ la moitié de la paysannerie. Le servage remontait à 1649 et à l'introduction d'un code de loi du Tsar qui conférait au propriétaire terrien une autorité totale pour contrôler de la vie et le travail des serfs qui vivaient sur ses terres ; y compris le pouvoir de leur interdire de partir ailleurs.

En 1861, Alexandre II proclama sa Déclaration d'émancipation qui proposait les 17 lois émancipant les serfs de Russie. Alexandre annonça l'abolition du servage personnel et autorisa tous les paysans à acheter de la terre à leurs propriétaires. L'Etat avancerait l'argent aux propriétaires et le ré-

cupérerait auprès des paysans en quaranteneuf annuités connues sous le nom de paiements de rachat. Les paysans et leurs enfants durent financer leur propre émancipation. A l'époque de l'émancipation des serfs, la Russie comptait soixante-sept millions d'habitants. Vingt-trois millions de serfs appartenaient à 103 000 propriétaires terriens. Les inspecteurs du Tsar évaluèrent les terres arables que la paysannerie émancipée devait louer ou acheter au double de leur valeur réelle (342 millions de roubles au lieu de 180 millions); les serfs récemment émancipés découvrirent qu'en devenant des hommes libres, ils s'étaient désespérément endettés. Leurs enfants héritèrent de leurs dettes.

La collectivisation

Après la guerre civile russe, les Bolcheviks s'emparèrent de l'ancien Etat russe. Dans la nouvelle Union soviétique, la plupart des terres appartenant aux anciens serfs furent reprises sous le contrôle de l'Etat au cours d'un processus de collectivisation. Dans des régions comme l'Ukraine, la collectivisation fut encore plus dévastatrice. Entre 1932 et 1934, le gouvernement soviétique s'engagea délibérément dans un programme génocidaire à l'encontre des Ukrainiens. En ukrainien, on l'appela l' « Holodomor ».

L'Holodomor est la famine qui frappa

^{*} Voir à ce sujet le livre Restructuration et lutte de classe dans l' industrie automobile mondiale, anthologie d'Echanges publiée par Ni patrie ni frontières, toujours disponible au prix de 6 €.

⁽⁸⁾ le prix de la tonne de potasse passant d'environ 900 dollars à 150 dollars.

l'Ukraine soviétique pendant la saison agricole de 1932-1933, tandis que d'autres famines dévastaient également plusieurs autres régions de l'URSS. L'Holodomor anéantit la population rurale de la République socialiste soviétique d'Ukraine, et on la considère comme l'une des plus grandes catastrophes nationales de l'histoire moderne de la nation ukrainienne. On estime le nombre total de victimes en Ukraine soviétique entre 7 millions et 7 millions et 7 millions et demi, bien que les médias avancent des chiffres beaucoup plus élevés lors de débats politiques.

Dès la fin de 1932, les Ukrainiens mouraient de faim par milliers. Les usines fermaient, les transports se raréfiaient et les champs n'étaient plus cultivés. La Guépéou construisit des barricades pour empêcher les paysans de s'enfuir ; il fallait des papiers spéciaux pour voyager. Tous les étrangers étaient interdits de séjour en Ukraine et les journalistes étrangers menacés d'arrestation immédiate.

Pendant cette famine, les autorités soviétiques continuèrent à exporter du blé tandis que les Ukrainiens mouraient de faim, étaient emprisonnés et exilés. Dès la fin de 1933, plus de 7 millions et demi d'Ukrainiens étaient morts, la plupart de faim ou de maladies associées.

Le système de travail soviétique

En Union soviétique, tous ceux qui ne travaillaient pas dans l'agriculture devinrent travailleurs de l'Etat-employeur; un Etat qui accordait plus d'importance à la production qu'aux droits des travailleurs. A cause de la révolution, la Russie était passée du néo-féodalisme au communisme sans passer par le pluralisme économique. C'est la principale faiblesse de l'histoire économique russe, dans



laquelle un parti fort ou un groupe domine un Etat faible. Le Parti communiste usait de son contrôle politique pour superviser les fonctions d'une bureaucratie d'Etat parallèle. Sa faiblesse fondamentale fut de substituer les buts du parti à l'efficacité du système. Le contrôle administratif centralisé du système dépendait de personnes qui n'avaient aucune expérience en la matière et la taille même du pays qu'ils gouvernaient ralentissait et déformait les informations qui leur parvenaient.

L'un des facteurs d'échec de cette structure fut sa méthode de stimulation. On récompensait la réalisation des tâches, des projets et des instructions venus d'en haut, quelle que soit leur utilité ou leur pertinènce locale. S'il fallait choisir entre se conformer aux exigences et aux quotas ou être efficace et respecter les règles locales, les fonctionnaires choisissaient la première solution.

Il était fréquent qu'on amène des « travailleurs de choc » (udarniki), des gens qui travaillaient extrêmement rapidement, pour fixer le temps de travail nécessaire à une tâche ou dans un atelier. Ces udarniki travaillaient à la limite de leurs forces pendant quelques jours, afin que leur cadence deTianjin Tianhai Investment, du grossiste californien de produits électroniques Ingram Micro (4). Visiblement le capital financier chinois est très actif, ses prises de participations aux Etats-Unis seraient de 23,3 milliards de dollars, plaçant la Chine populaire comme premier acquéreur aux Etats-Unis avec l'Irlande et le Canada qui totalisent 88 % des acquisitions dans ce pays.

De même la reprise du suisse Syngenta, premier producteur mondial de semences et de pesticides, par le chinois ChemChina montre les capacités financières de la Chine à pénétrer l'économie mondiale. Monsanto s'était positionné pour reprendre Syngenta, mais il a échoué étant lui même en difficulté. La ChemChina a finalement, avec l'accord nécessaire des Américains (5), fusionné avec le suisse Syngenta.



ETTE FUSION fait suite à une vague de fusion dans l'agrochimie. Si nous prenons la dernière et spectaculaire fusion entre Monsanto et Bayer, décriée par la presse et les écolo-

gistes, sous l'angle d'un accroissement de la pénétration des organismes génétiquement modifiés (OGM), nous voyons que cette fusion correspond à un affaiblissement des résultats de Monsanto. En effet, la célèbre multinationale qui produit l'herbicide Roundup est en difficulté depuis plus d'un an (baisse du prix des matières premières, baisse des achats de semence par les agriculteurs, mauvaise presse contre le Roundup, contestation de sa suprématie en Inde et au Burkina Faso). Le groupe a fini par perdre en une année plus d'un tiers de sa valeur, le contraignant à procéder à un rapprochement avec l'allemand Bayer, numéro 2 mondial de l'agrochimie.

Ce regroupement correspond à une concurrence acharnée du secteur de l'agrochimie et d'une concentration-centralisation du capital sans précédent, faisant suite à la fusion fin 2015 (6) puis au rachat, en février 2016, du suisse Syngenta par le chinois ChemChina. Ces mouvements aboutissent à la formation d'oligopoles, selon un observateur, Stéphane Lemarié (7), économiste à l'Institut national de recherche agronomique (Inra) de Grenoble, cité par Reporterre:

« Les deux tiers du marché mondial des semences commerciales sont aujourd'hui contrôlés par dix sociétés seulement. Et six compagnies de pesticides dominent les trois quarts du marché, selon le groupe de recherche indépendant » (Lorène Lavocat pour Reporterre, 15 septembre 2016 : https://reporterre.net/Monsanto-fusionne-avec-Bayer).

Un incroyable processus de concentration a eu lieu ces dernières années sur le marché commercial des semences. Des multinationales comme Monsanto, Bayer et Syngenta qui, jusqu'alors, se concentraient sur l'agrochimie, ont méthodiquement renforcé leur département semences, essentiellement par le rachat d'autres entreprises spéciali-

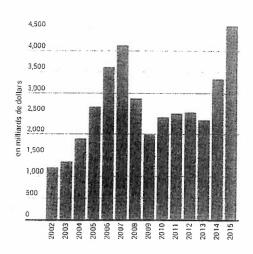
tion dans le secteur de l'agrofourniture et leur impact

⁽⁴⁾ Ingram Micro commercialise des produits de sociétés telles qu'Apple ou Cisco. (Sai Sachin R à Bangalore; Bertrand Boucey pour le service français

⁽⁵⁾ Les Américains disposent d'une arme imparable: l'assentiment du Committee on Foreign Investments in the United States (CFIUS). Sans cette autorisation, Syngenta devrait se retirer de l'immense marché agricole américain, si rentable.

⁽⁶⁾ Le groupe DuPont pévoit un vaste plan de réduction de ses coûts, de l'ordre de 700 millions de dollars, passant notamment par la suppression de 10 % de ses effectifs.
(7) Stéphane Lemarié est ingénieur agronome. Ses recherches en économie analysent les stratégies d'innova-

Volumes des fusions-acquisitions dans le monde



permettent des économies d'échelle (en fait le licenciement des doublons) et à la périphérie l'élimination des « canards boiteux », les petites entreprises pauvres en capital. Il en résulte alors une hausse de la productivité dont l'objectif est de contrecarrer la tendance à la baisse du taux de profit, compensée alors par sa masse. Telle est, brièvement résumée, la saga du capital devant nous permettre de saisir l'importance des fusions-acquisitions de 2015-2016.

C'est toujours quand les taux d'intérêts sont les plus bas que nous assistons au retour des fusions-acquisitions. Ces fusions-acquisitions témoignent de la lutte qui se mène au niveau mondial, pour rester sur le marché. Lutte pour conserver la taille critique et procéder à de nouveaux gains de productivité, afin de compenser la baisse du taux de profit par sa masse.

C'est donc une véritable guerre que se livrent les capitalistes pour savoir qui restera sur le podium des vainqueurs? Et pour rester à ce niveau toujours plus élevé il faut des sommes toujours plus considérables, d'où l'intervention du crédit et à ce niveau du capital financier.

L'année 2015 fut l'année la plus fertile en fusions-acquisitions: 544 opérations selon Fusions & Acquisitions Magazine, pour un montant de 4 700 milliards de dollars (2). La banque d'affaire Goldman Sachs (3), qualifiée de banque qui dirige le monde, en est la championne, selon le classement annuel de Thomson Reuters. La banque d'affaires a cumulé 1 759 milliards de dollars; rapporté aux 4 700 dans le monde, c'est 37,4 % du marché mondial que cette banque contrôle.

Ces F&A interviennent dans un contexte de croissance en berne, les mises de fonds sont énormes pour centraliser le capital. Sur certains secteurs, il est recensé pas moins de dix transactions de plus de 50 milliards de dollars, dont sept aux Etats-Unis. A plus de 100 milliards de dollars ABInbev SABMiller dans la bière se positionnent maintenant comme oligopoles.

Au début de l'année 2016, on pouvait lire dans la presse que les F&A seraient affectées, qu'une pause serait induite par le ralentissement chinois, la chute du prix du pétrole et la santé du secteur financier. Nous n'aurons pas les chiffres avant 2017, mais déjà nous avons quelques indications permettant de dire que les F&A se poursuivent.

A la mi-février 2016, le conglomérat chinois HNA se payait le rachat, via sa filiale

vienne la norme pour tous les autres travailleurs dans un avenir prévisible. Au bout de quelques jours, on les emmenait ailleurs où ils recommençaient. Les travailleurs ordinaires étaient incapables de se conformer aux quotas basés sur leur cadence de travail abusive.

En 1935, on instaura une pratique encore plus étrange lorsque Aleksei Grigorievich Stakhanov réussit à extraire 102 tonnes de charbon en moins de six heures de travail (14 fois son quota). Les communistes instaurèrent un Mouvement stakhanoviste qui fit des émules dans toute la Russie. Les communistes ne tardèrent pas à encourager le Mouvement stakhanoviste par le biais de «l'émulation socialiste » qui produisit des dvukhsotniki (des travailleurs capables de remplir deux fois leur quota en un seul quart) et même des tysyachniki (travailleurs capables de remplir dix fois leur quota en un seul quart). Après la mort de Staline, on dénonça le caractère frauduleux de cette folie, mais elle trouve encore un écho dans les entreprises en Russie.

Les planificateurs et les directeurs d'usines à tous les niveaux voyaient très clairement que l'efficacité soviétique n'était qu'une mascarade, mais on maintint la fiction car les conséquences de l'échec étaient très graves pour les responsables.

Les syndicats soviétiques

Dans le système soviétique, les travailleurs n'avaient pas le droit de s'engager dans une action politique indépendante, et leurs syndicats constituaient l'un des moyens de les en empêcher. Les syndicats soviétiques faisaient partie de l'appareil de l'Etat et du Parti. Les syndicats officiels fonctionnaient en tant que branches du gouvernement. Leur devoir principal consistait à s'assurer de l'exécution des divers « Plans ». C'étaient des « courroies de transmission » entre le gouvernement et les travailleurs. La nomenk-latura choisissait leurs chefs et leur fonction première consistait à améliorer la productivité du travail et non à promouvoir les intérêts des travailleurs. Puisque en théorie l'Etat appartenait à la classe ouvrière, ses intérêts étaient intrinsèquement identiques à ceux de l'Etat. Les travailleurs ne pouvaient pas se mettre en grève car c'était faire grève contre eux-mêmes.

Dans le système soviétique et les autres systèmes communistes, les syndicats ne jouaient pas le même rôle qu'à l'Ouest. Les syndicats soviétiques étaient très nettement liés à l'Etat. C'étaient des corps organisés par le gouvernement, contrôlés par l'Etat, qui remplissaient une « double fonction ». Ils avaient une fonction de gestion et d'administration et étaient également chargés de protéger et de défendre les intérêts des travailleurs. Ils étaient conçus à la fois pour représenter les travailleurs et pour accroître la productivité. Les syndicats contrôlaient le logement, les crèches, la santé, l'accès aux lieux de villégiature, de loisirs et lieux culturels et, non moins important, les fonds de la sécurité sociale et des retraites (1).

La classe ouvrière soviétique avait conclu un accord tacite par lequel elle troquait sa sécurité collective contre sa docilité politique, un « contrat social ». Selon ce contrat, le régime promettait le plein emploi pérenne, la modération et la stabilité des prix des produits de première nécessité, un large éventail de services sociaux gratuits (crèches, hôpitaux, écoles, etc.) et une politique salariale égalitaire. En échange de la sécurité économique collective,

^{(2) 5 000} milliards de dollars selon Dealogic.

⁽³⁾ Goldman Sachs possède 25 % des droits de vote d'Eurotunnel, 20 % de la Banque industrielle et commerciale de Chine, et 12 % de l'assureur chinois Taikang. Elle est propriétaire du groupe ISS, leader mondial du « facility services » et de la compagnie allemande Xella. Le groupe a investi 500 millions de dollars dans Facebook.Le 13 août 2015, Goldman Sachs met fin à trente-quatre ans d'investissement dans les matières premières, en vendant ses mines de charbon en Colombie, Colombia Natural Resources.

⁽¹⁾ Sue Davis, Trade Unions in Russia and Ukraine (Les syndicats en Russie et en Ukraine), 1985-1995, Palgrave, NY 20011.

les travailleurs acceptaient le monopole du Parti pour représenter leurs intérêts, acquiesçait à l'économie centralisée et planifiée ainsi qu'aux diktats du système autoritaire. L'érosion de ce contrat social au cours de la période soviétique tardive aboutit à un système dans lequel les valeurs partagées régressèrent. L'absence de consensus ou d'une tradition de débat sur ce qu'une société ou un gouvernement devrait ou ne devrait pas faire entraîna une hausse dramatique de l'agitation ouvrière et de l'activisme politique (2).

Les syndicats étaient organisés sur une base industrielle par opposition à une base prenant en compte les branches de métiers. Quinze syndicats industriels étaient affiliés à l'organisation syndicale centralisée, le Conseil central des syndicats de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (CCS-URSS, ou VZSPS). L'Etat accordait à ces syndicats un monopole dans leurs branches industrielles respectives. Ce type d'organisation permettait un contrôle maximal du Parti et excluait tout choix de la part des syndiqués. Le CCSURSS était dirigé par de hauts fonctionnaires du Parti ; Alexandre Chélépine (1918-1994), ancien directeur du KGB de 1958 à 1961, devint le dirigeant du CCS-URSS. Le contrôle du mouvement ouvrier était essentiel pour que le Parti ait la mainmise sur le gouvernement et l'économie.

Cette rupture du « contrat social », ainsi que la fracture entre les travailleurs ordinaires et les fonctionnaires des structures syndicales, furent des facteurs importants dans l'échec des réformes de Gorbatchev. Le meilleur exemple est peut-être la grève des mineurs de 1989. En Union soviétique, les mines de charbon du Donbass en Ukraine avaient toujours été une source de désaccord. Les conditions de travail y étaient effroyables, les sta-



tistiques de la sécurité encore pires, et les conditions de vie primitives. Le semblant d'ouverture de la « glasnost » et de la « perestroïka » conduisit ces mineurs à chercher à améliorer leurs conditions de vie par le biais de leurs syndicats officiels. Ces syndicats se déclarèrent impuissants et reprochèrent aux travailleurs leur tentative d'organisation hors des structures syndicales établies.

Le dix-neuvième Congrès des syndicats du CCSURSS (octobre 1990) décentralisa la structure syndicale et transforma le CCS-URSS en une fédération plus souple : la Confédération générale des Syndicats de l'URSS (VKP) sous la direction de Vladimir Shcherbakov. Néanmoins, les travailleurs s'agitèrent de plus en plus. On estime qu'il y eut environ 2 000 grèves en 1988 et 1989, y compris la grève nationale des mineurs de juillet 1989, et une perte de 7 millions de journées de travail. Les grèves s'intensifiaient et duraient plus longtemps, elles surgissaient partout en 1989 - les syndicats officiels étaient totalement dépassés et de nouveaux syndicats alternatifs (des comités de grève à l'origine) se créaient, principalement dans les régions riches en charbon du Donbass (Ukraine), de Karanganda (Kazakhstan), du Kouzbass (Russie), et de Vorkouta (République de Komi en Russie). Les chauffeurs de bus, les travailleurs des chemins de fer.

CONCENTRATION, CENTRALISATION, CRÉDIT:

LE CAPITALISME DANS DES LIMITES

TOUJOURS PLUS ÉTROITES

A CENTRALISATION du capital est bien différente de sa concentration. En effet le capitalisme, à peine sorti de ses langes en Europe, va aspirer à un espace vital dépassant les cadres nationaux afin d'écouler son trop-plein

de marchandises et réaliser la plus-value extorquée à ses prolétaires autochtones. A ce stade, l'exportation des capitaux accompagne l'exportation des marchandises.

La révolution industrielle avait changé la donne, ce n'était plus le capital commercial qui dirigeait les affaires mais le capital industriel accapareur de travail gratuit (plusvalue). En son sein va germer le crédit, simple fonction technique au début visant à aider l'accumulation de plus-value relative; celuici va s'autonomiser pour devenir la fonction d'un capital particulier, le capital financier, « une arme additionnelle et terrible de la guerre de la concurrence, [qui] se transforme

enfin en un immense machinisme social destiné à centraliser les capitaux » (K. Marx [1]).

Le crédit, pour reprendre Marx, va agir comme escroc et prophète : « Le monde se passerait encore du système des voies ferrées, par exemple s'il eût dû attendre le moment où les capitaux individuels se fussent assez arrondi par l'accumulation pour être en état de se charger de cette besogne » (K. Marx, ibid.).

En effet, contrairement à la concentration, qui s'opérait sur la base de la propriété privée où les petits capitaux finissaient toujours par se faire digérer par les plus gros, la centralisation financière se présente comme une socialisation à l'intérieur du capitalisme luimême, elle permet d'intervenir pour accélérer la rotation du capital. De même en ce qui concerne les fusions-acquisitions (F&A), qui

⁽²⁾ Op. cit.

Ce que l'on doit retenir de cette situation complexe, ce sont les conditions effroyables de ceux qui œuvrent au fond. Une situation que l'on retrouve partout, y compris dans des pays comme les Etats-Unis, et qui s'est développée avec l'effondrement des mines profondes et la fin des résistances collectives quand le charbon était roi. Les oppositions présentes, dans le monde entier, vont des résistances collectives (là où comme en Chine ou en Inde, on trouve encore des exploitations minières classiques) à des réactions confuses (comme en Bolivie) et à d'autres résistances difficiles à estimer tant le niveau d'exploitation renvoie aux tous débuts du capitalisme, avec des coûts de production capables de rivaliser avec les mines les plus modernes et suréquipées. Capital variable contre capital fixe, surexploitation humaine contre automatisation

EN AUSTRALIE COMME AILLEURS, LE PROPRE des mines exploitées à ciel ouvert est leur extrême automatisation qui a fait considérablement baisser les coûts globaux de la tonne de charbon rendue au lieu de consommation. Mais cette forme d'exploitation ne peut abstraire l'emploi, même considérablement réduit, du capital humain. C'est la leçon que nous apprend l'Australie, un facteur essentiel dans la mise sur le marché mondial de cette production charbonnière à bas coût. Dans le Nord-Est du pays, en plein désert, le trust minier basé à Londres Anglo American exploite à German Creek, dans deux mines à ciel ouvert et deux mines profondes, le tout suréquipé, 900 travailleurs dont seulement 140 dans les mines à ciel ouvert. Le charbon pulvérisé est acheminé par trains chargés automatiquement vers un port côtier à 360 km de la mine et chargé tout aussi automatiquement dans les vraquiers.

Dans ce processus, la seule intervention humaine importante est celle des conducteurs d'engins (des excavateurs à godets, les plus grands engins mécaniques jamais construits) et les chauffeurs de cette noria de camions qui remontent le charbon du trou toujours plus profond dans le dépôt de charbon. Pris dans la crise mondiale, Anglo American en est réduit à vendre une partie de ses investissements miniers et à restructurer les secteurs les plus producteurs de profit, dont ces mines à ciel ouvert. Pour le renouvellement du contrat collectif expiré depuis avril 2014, la multinationale propose l'embauche de jeunes sous contrats précaires, une réduction des salaires et des modifications des conditions de travail. Plus de seize rencontres paritaires n'ayant rien résolu, en août 2016 les 140 ouvriers des mines à ciel ouvert se sont mis en grève, ce qui bloque la totalité de cette production. Le 4 novembre, la grève étant toujours aussi puissante, Anglo American licencie 83 grévistes et en même temps mobilise des gardes armés et embauche en décembre des jaunes (salaires inférieurs, « contrats » sans droit à congés de maladie ni retraite, sans congé annuel, sans garanties fondamentales).

RELATIVEMENT À LA PRODUCTION MONDIALE du charbon, qui reste absolument nécessaire pour l'élaboration de l'acier, pilier du monde moderne, on se trouve dans une situation extrêmement diversifiée qui a peu à voir avec ce que fut cette industrie voilà à peine un demisiècle. Ce qui existait encore d'un secteur minier capable de mener efficacement des conflits nationaux, tant pour les conditions de travail que pour des motifs politiques, a été balayé par l'évolution des techniques. La globalisation a détruit les solidarités nationales et comme on peut le voir en Bolivie on trouve une division encore plus grande entre un secteur hautement développé et un secteur retourné à des stades primaires d'exploitation du travail. C'est cette même situation que l'on constate un peu partout et on voit mal comment pourrait se reconstituer ce qui fit autrefois la force des mineurs de charbon.

H.S.

les métallurgistes, les contrôleurs aériens, et d'autres, se mirent aussi en grève. Ces grèves furent précipitées par des modifications dans les règles du travail et de la compensation, accompagnées d'une réduction du niveau de vie. Les travailleurs étaient pénalisés par des réductions de primes si leur équipement était obsolète et détérioré, si leurs contributions étaient insuffisantes et s'il y avait des retards d'acheminement des produits (3).

En 1991, la vieille fédération syndicale fut dissoute, et ses syndicats affiliés en créèrent une nouvelle, la Fédération des syndicats indépendants (FSIR). Elle se dit indépendante pour souligner son autonomie par rapport au Parti communiste, et Eltsine l'interdit ultérieurement cette même année. La FSIR était la seule organisation nationale de masse, à l'exception de l'armée, qui ait survécu à la transition du socialisme, mais elle n'était pas la seule nouvelle organisation de travailleurs.

Suite à la répression contre des dirigeants de l'Association des syndicats libres, les travailleurs dissidents ouvrirent leur syndicat à une large variété de métiers. Ils formèrent l'Association interprofessionnelle libre des travailleurs (SMOT), qui tenta de faire reconnaître son droit de représentation des travailleurs de l'industrie soviétique sur la scène internationale. En août 1979, le KGB arrêta trois des membres les plus en vue de la direction du SMOT, Vladimir Borissov, Albina Iakoreva et Nicolas Nikitine, accusés de hooliganisme et de résistance lors de leur arrestation. Il s'ensuivit une vague de protestations de la part des syndicats de l'Ouest. En effet, Borissov avait été invité par George Meany de l'AFL-CIO pour s'adresser au

Congrès du syndicat, mais les autorités refusèrent de lui accorder un visa.

Le dirigeant de l'US Machinist Union (IAM, syndicat des mécaniciens)] Bill Winspisinger, annula la visite qu'il projetait en URSS à cause de l'arrestation des dirigeants du SMOT. D'autres syndicalistes annulèrent ou retardèrent leur visite pour la même raison.

La FNPR

La FNPR fut créée en 1990, un an avant la dissolution de l'URSS. Après cette rupture et à l'exception de l'armée, la FNPR fut l'une des quelques institutions nationales qui conservèrent leur pouvoir et leurs fonctions, ce qui impliquait les débours liés aux fonds de sécurité sociale, le droit de contester et d'opposer un veto au renvoi des travailleurs, ainsi que les déductions automatiques, ou les prélèvements, liés aux salaires.

La FNPR continua à fonctionner à la manière des syndicats de la période soviétique. Ses membres étaient aussi bien des travailleurs que des dirigeants, et il était fréquent que l'agitation sociale vise le gouvernement plutôt que les employeurs, dans le but de préserver une économie de marché dirigée, par opposition au système de libre marché.

En 1992, Boris Eltsine instaura la Commission tripartite pour la régulation des relations sociales. La FNPR se vit accorder 9 sièges sur 14 au conseil d'administration, et le gouvernement ne tarda pas à désigner ce syndicat comme son partenaire social principal, lui conférant un statut préférentiel par rapport aux autres syndicats.

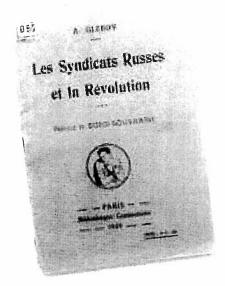
Mais pendant la crise politique russe du 3 octobre 1993, la FNPR, sous la direction d'Igor Klochkov, se trompa de camp. Klochkov appela à défendre la Maison Blanche de Russie pour soutenir Alexandre Routskoï, le Soviet

⁽³⁾ Walter Connor, The Accidental Proletariat; et « The Soviet Working Class: Change and Its Political Impact», dans Michael Paul Sachs et Jerry G. Pankhurst (ed), Understanding Soviet Society (Allen & Unwin, 1988).

suprême et le Congrès des Soviets illégalement dissous. Il y eut peu de réactions de la part des travailleurs, et les conséquences ne se firent pas attendre. Le 28 septembre, après le passage de leur motion de soutien à Routskoï, Eltsine fit passer le jour même un décret présidentiel privant le syndicat de son pouvoir de distribuer les fonds de l'assurance et des autres prestations sociales. Après la victoire de Eltsine lors de la partie de bras de fer à la Maison Blanche, parce que le syndicat était menacé de ne plus pouvoir procéder aux prélèvements salariaux obligatoires, Klochkov fut rapidement démis de ses fonctions. Mikhail Chmakov le remplaça le 11 octobre. Bien que le contrôle des fonds de la sécurité sociale soviétique revînt au ministère du travail, il y eut en réalité peu de changement dans l'administration.

En 1998, une grave crise financière frappa la Russie, la FNPR entra à nouveau en conflit avec Eltsine en appelant à sa démission dans une lettre ouverte. Le syndicat lui préférait Evgueni Primakov (1929-2015), le premier ministre déchu, ainsi que la coalition Otechestvo (La Patrie). Ce soutien semble toutefois avoir été relativement faible, car les syndicats régionaux avaient leurs propres positions et intérêts, Vladimir Poutine fut nommé premier ministre et, quatre mois plus tard, président en exercice. En 2001, Poutine introduisit un nouveau code du travail à la Douma. Tous les syndicats sauf un y étaient fortement opposés. De même, dans un discours du 9 juillet à l'Assemblée fédérale, Poutine déclara qu'il n'était plus nécessaire que les syndicats s'occupent de la distribution des prestations sociales. Poutine s'engagea dans une politique de répression à l'encontre des organisations ouvrières qui se poursuit actuellement.

Il existe aujourd'hui deux types de syndicats en Russie : les syndicats « officiels » affiliés à la FNPR héritée du régime soviétique, et les syndicats soi-disant libres ou al-



ternatifs, qui n'appartiennent pas à la FNPR. A maints égards, les syndicats libres diffèrent des syndicats officiels, y compris par la nature de leur militantisme et leur idéologie basée sur le conflit, par leur manière de mobiliser et d'organiser les travailleurs à la base, et par les ressources économiques qu'ils utilisent. On peut aujourd'hui dire que deux méthodes différentes de représentation des intérêts des travailleurs coexistent au niveau de l'entreprise. La première est la méthode distributive basée sur la coopération entre l'employeur et le syndicat. plus caractéristique des syndicats « officiels ». La seconde est la méthode protestataire qui se concentre sur la défense des droits des travailleurs, l'affrontement avec l'employeur, qu'appliquent les syndicats « libres ». Si les syndicats officiels continuent à dominer le secteur syndical, depuis quelques années ils sont confrontés à une concurrence accrue de la part des organisations alternatives.

Le nouveau code du travail antisyndical de Poutine, basé sur le modèle tripartite de

trouve plus qu'une lutte bien spécifique d'une force de travail réduite à sa plus simple expression.

LA BOLIVIE EST UN ETAT ASSIS SUR DES richesses minières de tous ordres dont le charbon. Les mines de charbon sont exploitées concurremment par l'Etat, les multinationales étrangères et un système particulier de coopératives minières, mais c'est l'Etat qui réglemente et distribue les autorisations d'exploitation par le biais d'une organisation d'Etat. la Conibol. Les multinationales tiennent le haut du pavé : très bien équipées, exploitant 10 000 à 15 000 travailleurs (20 % des emplois miniers) relativement bien payés, elles assurent 80 % de la production globale minière du pays. Ces proportions sont exactement inverses pour ce qu'on appelle le secteur coopératif, qui n'assure que 20 % de cette production minière avec 80 % de la main-d'œuvre de ce secteur.

La gestion de cette main-d'œuvre est assez complexe. Formellement, plus de 500 coopératives regroupées dans une fédération, la Fencomin (Federación nacional de cooperativas mineras), œuvrent dans de petites mines artisanales qui sont souvent plus ou moins déviées de leur forme coopérative par le fait qu'elles sont devenues de petites entreprises avec patrons et salariés. Là les conditions d'exploitation nous ramènent aux tout débuts du capitalisme, y compris avec le travail des enfants.

« Marteau et burin comme outils principaux, des heures de labeur pour percer un trou, y placer de la dynamite dans une obscurité étouffante. Puis des dizaines de kilos de charbon sur le dos à remonter du fond de la mine. C'est le dur métier de mineur coopérativiste... Parfois un marteau piqueur bon marché "made in China". Mais le perçage à sec – impossible d'amener l'eau dans les profondeurs de la mine pour refroidir la mèche – se transforme vite en cauchemar, un nuage

de poussière qui s'insinue dans les poumons... Souvent, les "coopérateurs" engagent des auxiliaires payés à la journée ou à la tâche, dépourvus de tout statut : pas de contrat de travail, pas d'assurances, une précarité totale. Le travail artisanal, vécu quotidiennement au fond des galeries qui menacent en permanence de s'effondrer, n'a presque pas changé depuis les temps de la colonie (2).»

L'autre problème pour ces « coopératives », c'est l'écoulement de la production qui ne peut se faire que par le canal des multinationales pour lesquelles le secteur « coopératif » est une variable d'ajustement de leur propre production. C'est sur ce point que le présent gouvernement, sous l'égide du président Evo Morales, veut introduire une réforme destinée à renforcer le contrôle de l'Etat dans le secteur minier. C'est cette réforme qui déclenche une révolte de tout le secteur coopératif sans que l'on sache trop si les patrons « coopérateurs » s'y sont associés au côté des travailleurs qu'ils exploitent dans de telles conditions (il y aurait un conflit constant entre la Fencomin et les syndicats boliviens, soutiens de Morales). Les protestataires demandent des subventions pour la fourniture d'électricité, l'élimination d'obligations environnementales et que la Fencomin ait le pouvoir de signer des contrats avec les multinationales. Grèves, blocages routiers, batailles rangées avec la police, avec tués et blessés et pour couronner le tout le meurtre, en août 2016, du vice-ministre de l'intérieur venu « pacifier » la région minière de Paduro. La grève se poursuivait encore fin octobre lorsque Morales a annoncé l'ouverture de pourparlers pour tenter de résoudre ce conflit.

^{(2) «} Les coopératives dans les mines de Bolivie comme au temps de la colonie », Bernard Perrin, 14 janvier 2012, correspondant du quotidien genevois *Le Courrier*: http://www.lecourrier.ch/journaliste/bernard perrin

autres énergies fossiles (pétrole, gaz et atomique) et aujourd'hui par les énergies renouvelables, soit par leur utilisation directe avec le moteur à explosion, soit par le canal de l'électricité produite initialement dans des centrales à charbon.

Cette place qu'occupait le charbon qui, au début du xx° siècle, était encore pour une bonne part exploitée dans des mines profondes, donnait aux mineurs un pouvoir dont ils se servirent pour améliorer les conditions de leur dur travail et à l'occasion d'affronter le pouvoir politique. Ce qui fut le cas jusqu'à la moitié du xx° siècle.

Ce pouvoir incontestable des mineurs dans la plupart des pays développés se délita peu à peu, non seulement par le déclin de l'importance du charbon dans la production d'électricité, qui avec l'utilisation directe du pétrole, du gaz, révolutionna tout le secteur des transports. Un déclin qui s'accéléra dans une période plus récente avec des changements techniques qui permirent une concurrence mortelle pour les mines profondes de la plupart des pays industrialisés.

Ce n'est pas tant les engins mécaniques qui permirent l'exploitation à bas coût des mines à ciel ouvert, que la révolution dans la transformation du produit, les transports maritimes et les opérations de chargement et de déchargement. Le charbon extrait avec des engins de forte puissance était broyé par des concasseurs tout aussi puissants, acheminé par convoyeur jusqu'au quai de déversement, directement dans des vraquiers spécialisés dans le transport de pondéreux. Au port de déchargement un système d'aspiration et de convoyeur à bandes le transportait jusqu'à l'usine sidérurgique ave une intervention humaine minimale. Le charbon venant souvent de pays lointains comme l'Australie ou l'Afrique du Sud pouvait être rendu dans n'importe quel port à des prix largement inférieurs

à celui d'une mine profonde; de plus la puissance de lutte des mineurs avait fait monter les coûts de production. Face à une telle concurrence, tout le secteur minier (cela touchait aussi le minerai de fer) subissait dans les pays développés une restructuration profonde : toutes les mines fermaient et la sidérurgie était transférée partout dans les ports capables d'accueillir des navires gigantesques. La lutte des mineurs se transforma en une lutte perdue d'avance pour avoir des garanties lors de la fermeture des mines profondes. Ils n'avaient plus du tout le rapport de force qui avait existé pendant près d'un siècle. Mais souvent ces luttes prirent une grande dimension, poussée par l'énergie du désespoir.

PA PA SE qu va a

OURTANT, CETTE SITUA-TION COMMUNE AUX PAYS DÉVELOPPÉS N'EST PAS CELLE DE L'EN-SEMBLE DU MONDE. Tant qu'il y a des travailleurs exploités, il y a des luttes. Etant donné que, sur cette

question des exploitations minières, on trouve encore toute la gamme des conditions d'exploitation, des plus archaïques aux plus modernes, cette lutte prend toutes les formes qu'elle a pu prendre antérieurement, le seul critère étant le bas coût de production, avec des conditions d'exploitation primitive permettant de concurrencer le coût précédemment le plus bas, qui avait causé la disparition des mines des pays industrialisés où la lutte avait amené ces coûts à des niveaux trop élevés et incompressibles.

Les exemples qui suivent permettent d'illustrer ce propos. D'un côté, en Bolivie, on trouve toute la gamme des conditions d'exploitation d'une force de travail encore nombreuse; de l'autre, en Australie, on ne dialogue social, a consolidé l'exclusion institutionnelle des syndicats libres du système qui régit les relations entre le capital et le travail et ne laisse à ces organisations pratiquement aucune possibilité d'action légale. Toutefois, selon des observateurs indépendants, on constate ces dernières années une augmentation du nombre total et de l'intensité des actions officieuses. Le contrôle rigoureux que l'Etat exerce sur les syndicats russes s'est quelque peu relâché, mais au niveau des tribunaux et non au niveau du gouvernement.

Le tribunal constitutionnel de la République fédérale a défendu le droit des syndicats à définir leur structure organisationnelle de manière indépendante. Le 24 octobre 2013, elle a rendu son jugement sur la conformité de la loi fédérale sur les syndicats à l'article 3 de la Constitution. Cette délibération avait pour cause les plaintes déposées par le syndicat russe du gaz, de la construction et du pétrole et par le syndicat russe des travailleurs des services et des services publics qui défendaient leur droit à l'existence en dehors de la fédération nationale. En 2010, les syndicats non reconnus introduisirent un certain nombre d'amendements dans leurs statuts afin de préserver leur capacité statutaire à créer des structures unitaires et autres organisations syndicales interrégionales, territoriales (municipales, intermunicipales, et citadines), fusionnées, basées sur le district ou la région - une organisation de base et un regroupement des syndicats.

Etat actuel du syndicalisme russe

Eltsine a joué un rôle décisif dans la modernisation de la législation du travail russe. Cette législation existe à la fois au niveau fédéral et régional; il y a 83 régions en Russie. Bien que l'on trouve certains aspects des droits des salariés et des devoirs des employeurs dans un certain nombre des statuts du pays, le code du travail de la Fédération de Russie (code du travail russe) promulgué fin 2001, tel qu'il a été amendé, inclut nombre des règlements principaux du pays. Les autres législations qui régissent l'emploi sont la Constitution russe, et les lois fédérales afférentes à certaines questions concernant l'emploi, tels les syndicats et les travailleurs étrangers.

En vertu de sa Constitution et de son code du travail, la Russie interdit la discrimination à l'encontre des postulants et des salariés en fonction de leur race, de leur sexe, de la couleur de leur peau, de leur nationalité, de leur langue, de leur origine, de leur statut social, de leur âge, de leur domiciliation, de leurs croyances religieuses, de leurs convictions politiques de leur appartenance ou non-appartenance à des associations publiques, et des facteurs qui ne relèvent pas de leur compétence professionnelle. En outre, le code du travail déclare que les individus qui pensent avoir fait l'objet d'une discrimination peuvent faire appel aux tribunaux ou aux organismes de l'inspection fédérale du travail afin d'obtenir le rétablissement de leurs droits, y compris « une compensation et un redressement en cas de pertes matérielles» ainsi que des dommages moraux. En juillet 2013, la Russie a promulgué une nouvelle loi fédérale interdisant spécifiquement les offres d'emploi mentionnant des exigences susceptibles d'être discriminatoires parce que basées sur la race, la couleur de la peau, le genre ou d'autres catégories que cette nouvelle loi assujettit à des amendes.

En Russie, les employeurs doivent établir un dossier pour chacun de leurs salariés, ce qu'on appelle des livrets de travail ou d'emploi. Ces livrets sont tenus afin de documenter l'historique intégral de l'emploi d'un salarié. On les utilise pour plusieurs raisons, y compris pour permettre au gouvernement russe de cal-



culer les droits d'un salarié à des prestations sociales lorsqu'il a pris sa retraite. Lorsqu'un salarié quitte son emploi, l'employeur est tenu de produire ce livret le jour de son départ et, sur requête écrite du salarié, de produire des copies des documents concernant son emploi.

Tous les contrats de travail sont des contrats individuels entre l'employeur et le salarié. Le code du travail russe exige un contrat de travail écrit, ainsi que deux copies de cet accord. Chaque copie doit être signée par les deux parties, l'une d'elles est remise au salarié et l'autre reste chez l'employeur. En Russie, les termes et les conditions d'un contrat de travail ne peuvent être amendés qu'avec le consentement écrit des deux parties.

En outre, le code du travail préconise des dispositions spécifiques qui doivent inclure dans les contrats de travail : le nom du salarié; la date d'entrée dans l'entreprise; le nom du poste; la profession; les droits et les devoirs du salarié et ceux de l'employeur; la

description des conditions de travail ; les compensations; les prestations pour les tâches dangereuses; les heures de travail, de repos et les congés (s'ils sont différents des règles générales de l'employeur); le salaire ou les accords de salaire ; le type de sécurité sociale et ses conditions s'appliquant directement aux activités de travail. Il n'existe pas d'emploi à la demande en Russie ; les salariés signent aussi bien des CDI que des CDD et ne peuvent être licenciés que pour les motifs fixés par le code du travail. Comme beaucoup d'autres pays, la Russie préfère les CDI qui offrent la meilleure protection aux salariés. C'est la raison pour laquelle les CDD ne sont pas autorisés pour une période excédant cinq ans. Il faut cependant remarquer que ces règles ne reconnaissent pas la fonction des syndicats dans ce système.

En Union soviétique, les conventions collectives avaient été abolies en 1934 puisque les syndicats étaient subordonnés à l'appareil de l'Etat-parti. Il existait en Union soviétique une disposition théorique prévoyant de les réintroduire dans les entreprises industrielles en 1947 et de les codifier dans la loi sur les conventions collectives de 1984. Mais pendant la période soviétique, les conventions collectives n'avaient pas grand-chose à voir avec les termes et conditions d'emploi, qui étaient fixées centralement : elles étaient essentiellement un contrat par lequel les salariés s'engageaient à respecter la discipline de travail, à atteindre et à dépasser leurs quotas de production, et dans lequel la direction s'engageait à réaliser le plan social de développement de l'entreprise. La convention collective ne fixait pas le salaire, puisque les échelles de salaires et les salaires à la pièce étaient déterminés centralement, tandis que toute négociation sur son paiement était basée sur une négociation individuelle informelle entre les travailleurs et leurs responsables hiérarchiques directs. Ce n'est qu'après que

LE CHARBON, TOUJOURS LE PILIER DU MONDE

S

ANS LE MÉTAL, l'humanité ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui et les archéologues découpent l'Histoire suivant l'utilisation de ce matériau après l'âge de pierre: à l'âge du

cuivre ont succédé l'âge du bronze puis l'âge du fer. Malgré certains classements plus ou moins fantaisistes d'un dépassement de cet âge, nous sommes toujours dans l'âge du fer. La production de produits ferreux est passée de 200 millions de tonnes en 1950 à 1400 millions de tonnes en 2010.

Rien ne pourrait exister présentement sans le fer et ses dérivés : il est nécessaire à toute la production d'électricité, quelle que soit l'énergie primaire utilisée, à toutes les formes de transport y compris les fusées et stations spatiales, à tous les objets de la vie courante. Même les produits de substitution comme les métaux légers ou les plastiques sont tributaires du fer pour leur élaboration.

Comme le fer n'est presque jamais à l'état natif, il est nécessaire de le produire à partir de composants ferriques que l'on trouve abondamment dans la nature, principalement des oxydes. Pour atteindre le métal pur, ces composés doivent subir une transformation chimique appelée réduction. Le charbon joue tou-

jours un rôle essentiel dans ce processus; même si d'autres procédés ont pu être mis en œuvre, ils n'ont jamais détrôné ce rôle essentiel du charbon, et la crise n'a guère ralenti cette production, même si la sidérurgie est en crise à cause d'une surproduction compétitive (1). 70 % de la production de produits ferreux se font toujours à partir du minerai, les 30 % restants venant de la récupération de la ferraille, production utilisant les fours électriques mais restant souvent complémentaire de la production centrale qui s'opère essentiellement dans des hauts-fourneaux.

Si le charbon reste un élément essentiel de la production des produits ferreux (ce qui explique la croissance de sa production, en dépit de la crise), il a quand même perdu la place capitale qu'il occupait encore il y a une centaine d'années. Cette place due à son utilisation dans la sidérurgie et le chauffage domestique avait été promue à des sommets par l'introduction de la machine à vapeur qui devint au XIX^e siècle la principale source d'énergie dans l'industrie et les transports terrestres et maritimes. Mais cette place dans ce secteur fut peu à peu détrônée au début du XX^e siècle par les

⁽¹⁾ Voir Planetoscope - Statistiques : Production mondiale d'acier : www.planetoscope.com/Commerce/1149-production-mondiale-d-acier.html

Pour l'évolution des aciéries et les conséquences sociales, voir *Echanges* n° 155 (printemps 2016) : « Acier et charbon, sidérurgie et mines. »

gieuses, et la classe ouvrière étant traversée de multiples identités, l'islam politique ne peut entrer automatiquement en concurrence avec la lutte des classes (p. 35).

Espagne

- ◆ Série d'articles sur Podemos. Entretien avec Pablo Iglesias: « Faire pression sur Syriza, c'est faire pression sur Podemos, pour montrer qu'il n'y a pas d'alternative » (traduction), http://www.revue-ballast.fr/pablo-iglesias/
- ◆ « Que pense Podemos ? », Alexis Gales, http://www. revue-ballast.fr/que-pense-podemos-14/ (avril 2015).
- ◆ « Espagne, esclaves du ciel » sur l'Espagne politique et Podemos, dans *Le Prolétaire* n° 521 (septembre-octobre 2016).

Maison commune en Lozère

◆ « La Maison Commune de Florac et des Vallées cévenoles (Lozère) », http://lecridubulot.org/?p=876

Des habitants de Florac ont occupé en juillet 2016 un bâtiment public vide, qui devait être muré, pour le transformer en « maison commune ».

Et aussi : https://www.youtube.com/watch?v=0z6xzWV7 0bA

France. Contre la loi travail

- ◆ «Oser lutter: un texte critique sur le mouvement contre la loi travail et les différentes assemblées qui ont émergé un peu partout » (copie à Echanges).
- ◆ «On continue sur la lancée? » dans Sud Aquitaine, la lettre n° 61 (septembre 2016). Supplément au n° 60: «Quelques gestes de prévention ou même de premiers secours... face à la hiérarchie »
- « Dossier loi travail : Par les luttes, ouvrons des brèches » dans Courant alternatif n° 263 (octobre 2016).
- ◆ « La mobilisation contre la loi travail a été conduite dans une impasse, les futures luttes devront se mener sur des positions de classe » dans *Le Prolétaire* n° 521 (septembreoctobre 2016).
- ◆ « Une rentrée en résistance » dans Alternative Libertaire n° 264 (septembre 2016) avec une page sur « Frédéric Lordon, loup ou mouton? »
- Lordon, loup ou mouton? »

 ◆ Un article d'Alessi dell'Umbria intitulé « Le monde ou rien » : https://lundi.am/remar ques-sur-l-agitation-sociale-enfrance » Alessi dell'Umbria, réalisateur et essayiste marseillais, est l'auteur de (entre autres) C'est de la racaille ? Eh bien, j'en suis! (rééd. sous le titre La Rage et la Révolte.) http://www.lavoiedujaguar.net/_Alessi-Dell-Umbria_
- ◆ Une analyse des échecs du mouvement contre la loi travail dans Critique sociale nº 39 (septembre-octobre 2016). Des constatations convenues sur le rôle démobilisateur des syndicats et une participation largement militante plutôt que populaire, et des illusions sur Nuit debout. Comme toujours dans Critique sociale, le remède se trouverait dans la tenue d'assemblées générales et cette revue en appelle au soulèvement « des travailleurs, des précaires, des chômeurs et des ieunes ». La faillite de Nuit debout a justement montré qu'un tel amalgame de gens qui tient des assemblées générales était sans avenir et que la foison d'appels au soulèvement des masses qui jonchent l'histoire de la lutte des classes n'a jamais servi à rien.
- ◆ Sur le blog DDT21(« Douter de tout ») : « Carambolage à République », par Tristan Leoni: «La confusion est depuis l'altermondialisme (...) l'expression d'une partie de cette classe moyenne désemparée (...) Comme l'ont montré le mouvement contre la loi travail et Nuit debout, dans la lutte des classes actuelle, ou ce qu'il en est, cette couche sociologique tend à occuper le centre de la contestation, et son idéologie (mouvante) à devenir hégémonique (...) » https://ddt21.noblogs .org/?p=1173

les entreprises eurent acquis leur indépendance que la convention collective a pu devenir un instrument de régulation des termes et des conditions d'emploi dans l'entreprise. La loi sur les négociations et les conventions collectives de 1992 étendit la portée des conventions collectives et leur application à toutes les entreprises et organisations. La convention collective demeure toutefois essentiellement un document formel, surtout destiné à énumérer les droits et prestations déjà prescrits par la loi. ainsi que les points supplémentaires qu'impose la direction, et le syndicat réagit de « manière compréhensive » face au non-respect de l'accord, même quand celui-ci implique une grossière violation des obligations légales de la direction, par exemple celle de payer les salaires en temps voulu.

Les conséquences d'un retour graduel des principaux actifs des entreprises sous le contrôle de l'Etat (par les siloviki, par exemple) a encore réduit le rôle des syndicats dans les négociations collectives libres et la rédaction des contrats légalement contraignants entre les syndicats et les employeurs.

Les syndicats « officiels », affiliés à la FNPR héritée de l'époque soviétique, et les soi-disant syndicats libres ou alternatifs qui n'appartiennent pas à la FNPR, ont une approche différente lorsqu'il s'agit de représenter les intérêts des travailleurs. Alors que la FNPR est profondément consciente que l'Etat a le pouvoir de lui retirer son immense empire de propriétés immobilières et de loisir que le syndicat a hérité du CCSURSS en 1991, ainsi que sa position en tant que nouvelle courroie de transmission de la politique économique à destination des travailleurs. elle cherche à atténuer l'agitation sociale plutôt qu'à représenter les intérêts des travailleurs. Les syndicats libres ou alternatifs qui n'appartiennent pas à la FNPR sont d'une nature plus militante et adhèrent à une idéologie basée sur le conflit et des méthodes de mobilisation et d'organisation à partir de la base. Mais leur pouvoir et leur importance sont en train de décliner dans le sillage de la forte récession économique.

Poutine s'est constamment montré hostile au mouvement social hors du cadre de la FNPR et s'est opposé aux tentatives des travailleurs organisés pour faire passer une loi à la Douma interdisant les agences de travail temporaire (embauche à court terme et travail précaire). Tous les syndicats russes, y compris la FNPR, ont fait pression sur la Douma dans ce but, mais Poutine et son parti Russie Unie ont réussi à l'empêcher de passer.

Bref, au cours de l'année écoulée, l'état déjà précaire de la représentation des intérêts (contrats, salaires, négociations, etc.) des travailleurs en Russie s'est considérablement aggravé. La gestion des droits des travailleurs (santé et sécurité, sécurité de l'emploi, procédure permettant aux travailleurs de présenter leurs revendications) est devenue une quête chimérique. Pour leur part, les travailleurs de Russie européenne croient encore qu'ils pourront un jour avoir les mêmes droits que les travailleurs de l'Europe de l'Ouest et de l'Est.

Le marché du travail russe

L'une des conséquences les plus sérieuses des sanctions qui pèsent sur les entreprises russes depuis que Poutine s'est aventuré en Crimée et que les prix du pétrole et du gaz ont chuté est la réaction des entreprises russes à ces crises. Les employeurs, en général sous contrat avec l'Etat russe, ont cessé de payer leurs salariés. Dans certains cas, les salaires sont versés avec plus de deux mois de retard. Ceci a entraîné une nouvelle vague de grèves dans toute la Russie que l'Etat s'est avéré incapable de gérer.

A partir de 2006, il y a eu de nombreuses grèves sauvages. L'une des plus importantes a été celle de l'entreprise de construction automobile Ford. L'usine Ford de Vsevolojsk, en Russie, a un syndicat local fort et militant qui a organisé six grèves depuis 2006. Des centaines de travailleurs y ont participé, surtout des jeunes. Pendant la première semaine, l'usine a été complètement paralysée. Puis la direction a réussi à rétablir deux ou trois équipes en faisant appel à des travailleurs non syndiqués, des jaunes. Ceuxci produisaient quotidiennement entre 50 et 60 voitures, loin des 300 que produit normalement l'usine, donc la grève a été très efficace et l'entreprise a perdu des millions de dollars.

En raison de difficultés financières, certains ont travaillé quelques jours puis se sont remis en grève, avec l'accord du comité de grève. C'est ainsi que la grève a pu durer aussi longtemps. Pendant toute la durée de la grève, le nombre réel de travailleurs en grève a tourné autour de 600 ou 750. Il y a également eu des actions de solidarité de la part des travailleurs en Allemagne, d'où la direction espérait importer en Russie des voitures supplémentaires pour compenser la chute de la production. La direction a réagi brutalement. Ford a annoncé qu'en vertu du code du travail russe, l'entreprise ne paierait pas les salaires pendant la grève puisque les syndicats n'avaient pas donné le préavis légal de dix jours. Et dans le but évident de diviser les travailleurs, ils ont ajouté que les travailleurs qui avaient voté contre la grève toucheraient les deux tiers de leur salaire. La grève a duré un mois. D'autres actions ont eu lieu en 2011 et 2014.

Il est désormais évident que l'Etat russe est incapable de financer ses obligations intérieures, même à Moscou où les médecins se sont engagés dans une grève prolongée (plus proche d'une grève du zèle). La réforme du secteur de la santé engagée l'an dernier a complètement déstabilisé la communauté médicale. Les projets qui ont filtré et prouvent que la municipalité avait l'intention de fermer 28 hôpitaux à Moscou et dans sa région, mettant au chômage plus de 7000 travailleurs du secteur de la santé, ont déclenché d'énormes manifestations de rue des médecins et des infirmières en novembre 2014. La grève a débuté le 24 mars 2015. C'était la première grève des hôpitaux de Moscou depuis celle des ambulanciers en 1993. Elle se poursuit sans qu'une solution soit en vue.

Vague ininterrompue de grèves et de pénuries

En Extrême-Orient, les enseignants se sont mis en grève. En Russie centrale, ce sont les salariés d'une entreprise métallurgique. A Saint-Pétersbourg, les travailleurs de l'automobile ont posé leurs outils. Et sur un site lointain de Sibérie, les ouvriers ont peint leurs revendications en lettres blanches géantes sur les toits de leurs dortoirs.

« Cher Poutine, V.V., » dit le message, « quatre mois sans salaires. »

Après des mois de frustration due à une économie qui croule sous le poids des sanctions internationales et de la chute des prix de l'énergie, tous les travailleurs russes commencent à protester contre les salaires impayés et se mettent en grève, premier retour de manivelle d'ampleur nationale contre les politiques économiques du président Vladimir V. Poutine. De nombreuses entreprises russes confrontées à une grave crise économique tentent d'éviter les licenciements pour limiter les indemnités. Ainsi, alors qu'on s'attend à une contraction de l'économie cette année et l'année prochaine, nombre de travailleurs ne sont pas payés et sont renvoyés

teurs, eux, votaient pour le principal parti d'extrême droite, le FPÖ (Freiheitliche Partei Österreichs, Parti libéral d'Autriche), parti qui répond aux menaces économiques par un programme d'expulsion des migrants. Les antifascistes, qui lui opposent la violence dans la rue, et les partis de gauche, le culte de la volonté et de la conscience. moralisent tous la question économique, selon l'auteur : pour lui, la tâche de tout militant de gauche est de contrer sur son lieu de travail la propagande du FPÖ en dévoilant les ressorts économiques de la situation actuelle, de combattre la peur de l'autre et de souligner l'appartenance de tous à une communauté de classe.

Les raisons du Brexit

◆ Un article, « Brexit : des réponses totalement fausses à des questions de fond », dans le n° 100 (été 2016) de la revue allemande Wildcat reprend l'ensemble des informations connues de tout lecteur attentif de journaux : la production et le commerce mondiaux sont en berne et l'Etat-providence n'a plus les moyens de se financer ; la désindustrialisation touche particulièrement la Grande-Bretagne qui dépend de la fi-

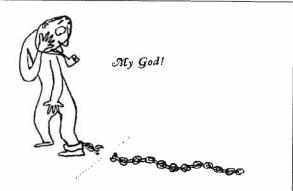
nance (la production industrielle ne compte plus que pour 10 % du PIB tandis que la finance atteint déjà les 8%); le pays est très endetté et dépend de ses importations qui dépassent en valeur ses exportations... L'auteur de cet article, qui affirme chercher des solutions réalistes à la crise du capital, tire de ce constat les conclusions suivantes : face à une gauche européenne sans contact avec les travailleurs. la gauche radicale devrait proposer un projet de révolution sociale et s'opposer aux divisions nationalistes de la classe ouvrière. A aucun moment l'idée ne l'effleure que ce ne sont pas les travailleurs seuls qui ont rejeté les traités européens mais le peuple. une conjonction de circonstance de tous les laisséspour-compte du capitalisme.

Pauvreté et concurrence : l'exemple du Royaume-Uni

◆ Dans le n° 100 (été 2016) de la revue allemande Wildcat, un long article, qualifié d'« essai » par son auteur et intitulé « Concurrence armée », se propose de démontrer que les émeutes (par exemple de 2005 en France, de 2011 en Grande-Bretagne et de 2014-2015 aux Etats-

Unis) n'ont pas été cette « guerre des pauvres contre les pauvres » tant condamnée par les paroles publiques. L'auteur développe son argumentation surtout à partir d'une analyse des émeutes à Londres en 2011 : il s'est agi, pour les médias, les militants, politiciens, etc. de faire essentiellement croire que la concurrence de tous contre tous ne serait pas générée par la société mais serait une question de personnes. La concurrence existe à tous les niveaux de la société, donc aussi à l'intérieur de la classe ouvrière. Et quand l'Evening Standard se félicite du passage d'un chef de bande à manager, il ne comprend pas que les compétences exigées sont les mêmes (p. 35). Si la violence s'exprime plus à l'intérieur de la classe ouvrière qu'entre classes, c'est parce qu'elle est une réaction contre l'insécurité des conditions de vie et contre la quasi-impossibilité d'échapper à la pauvreté autrement que par des voies illégales. Cependant, la vie de la classe ouvrière urbaine n'est pas un champ de bataille. Enfin, pour traiter de l'opposition de l'islam politique à la lutte des classes, l'auteur conteste cette opposition par cette affirmation que l'islam portant des revendications identitaires culturelles et reliEt les projections sur la construction de voitures électriques laissent planer le doute sur de futures délocalisations.

 Un infirmier d'un hôpital universitaire du Bade-Württemberg se demande, dans le n° 100 (été 2016) de la revue allemande Wildcat, si « L'avalanche va se déclencher » à propos des accords salariaux qui vont bientôt être discutés dans certaines cliniques. Il faut savoir qu'en Allemagne il existe plusieurs types d'accords salariaux qui s'appliquent et parfois même aucun. Depuis la restructuration du secteur hospitalier dans les années 1990, tout est possible. Certains personnels sont ainsi mieux ou moins bien payés que d'autres en fonction de l'hôpital dans lequel ils travaillent, soit dans une même région, soit dans des régions différentes. La stratégie du syndicat des services ver.di est de conclure dans certains hôpitaux des contrats tous les deux ans afin d'obtenir la paix sociale avec des hausses de salaire, mais il refuse dans les discussions de parler des conditions de travail. Elles empirent pourtant partout: avec l'augmentation du nombre de personnes âgées, les tâches des soignants sont devenues plus lourdes, mais le personnel



moins nombreux et les salaires parfois bas pour des raisons d'austérité budgétaire; le travail ressemble maintenant à un travail à la chaîne et l'hygiène défaillante fait exploser les maladies nosocomiales. L'auteur espère une grande grève au printemps 2017 qui ferait boule de neige.

Autriche: quand les travailleurs votent pour l'extrême droite

◆ Pourquoi y a-t-il des travailleurs qui votent pour l'extrême droite en Autriche ? Telle est la question à laquelle tente de répondre un article dans le nº 100 (été 2016) de la revue allemande Wildcat. Bien que jusqu'en 1989, il v eût peu d'étrangers et donc peu de pression sur les salaires en Autriche. l'extrême droite y existe électoralement depuis les années 1980 et a gouverné au sein d'une coalition entre 2000 et 2006. Pour l'auteur, la force de travail en

Autriche, encore majoritairement constituée d'hommes blancs, ne voterait pas parce qu'elle adhérerait positivement aux thèses de l'extrême droite, mais négativement, pour protester contre la détérioration de ses conditions de travail et contre les élites politiques urbaines.

En 1995, l'Autriche adhérait à l'Union européenne et sa structure économique se modifiait avec le développement d'un secteur exportateur et d'un secteur bancaire, développement accéléré par l'entrée des pays d'Europe de l'Est dans l'Union à partir de 2004. Puis, à partir de 2012. le défaut d'investissements. l'automatisation croissante, la concentration des entreprises et des banques font chuter la demande en main-d'œuvre alors que l'offre augmentait. Dans le même temps, en 2012-2013, où les partis de gauche et l'église catholique s'impliquaient fortement en faveur des migrants, les élecdes usines pour quelques jours de «vacances» qu'ils n'ont pas souhaitées.

Les salaires impayés, ou les arriérés de salaire, vieux fléau russe, s'élevaient, le 1er avril 2015, à 2,9 milliards de roubles (environ 56 millions de dollars) selon le service russe des statistiques. Cela représente une augmentation de 15 % par rapport à l'année précédente, mais les experts disent qu'elle ne rend pas compte de l'étendue des réductions de salaire des travailleurs mis involontairement au chômage partiel pendant le ralentissement. La presse régionale a décrit la grève des enseignants de fin avril - dans la province de Zabaïkal, mitoyenne avec la Chine - comme la première action de ce genre entreprise par les enseignants en Russie. La grève s'est poursuivie malgré les appels du gouverneur de la région pour que les enseignants travaillent sans salaire dans l'intérêt de la patrie.

Dans les montagnes de l'Oural, les travailleurs de l'usine métallurgique de Kachkanarsk qui enrichit le vanadium, utilisé dans les alliages d'acier, se sont mis en grève du zèle en mars contre les licenciements.

Dans la ville voisine de Tcheliabinsk, la direction de l'usine de tracteurs, qui possède une riche histoire très documentée en tant

Manifestation de routiers à Tioumen, dans le centre de la Russie, en novembre 2015 (photo Courrier international).

que vitrine de l'industrie à l'époque communiste, a renvoyé les travailleurs chez eux en leur imposant un jour de congé par semaine, qu'ils passent vraisemblablement dans leurs appartements en hiver (4).

Une autre grève de longue durée, impliquant des ouvriers du bâtiment qui ne sont pas payés, est en cours sur le nouveau cosmodrome que l'on construit à Vostochny. Mais les dirigeants sont partis avec la caisse. La manifestation de ces travailleurs du bâtiment en Sibérie était d'autant plus remarquable qu'elle se produisait sur un site très prestigieux, le nouveau centre spatial national. C'est là, au fond d'une forêt de conifères sur un embranchement du Transsibérien, que les travailleurs coulaient du béton et montaient d'énormes hangars pour les fusées, longtemps après qu'on eut cessé de leur verser un salaire en décembre 2014. Salué par le président Poutine comme le plus gros projet de construction du pays, son budget est estimé à 300 milliards de roubles (5,8 milliards de dollars, 5,3 milliards d'euros).

Les travaux du cosmodrome ont commencé en 2012 dans cette région reculée de l'Amour, en Extrême-Orient. Depuis lors, 10 000 travailleurs ont construit 115 kilomètres (71 miles) de routes dans cette région immense et faiblement peuplée, ainsi que 125 kilomètres de chemin de fer et une ville prévue pour 25 000 habitants.

Mais à la même époque, la Russie a ouvert des dizaines d'enquêtes sur des détournements de fonds, obligeant Moscou à rallonger le budget et même à y déployer des étudiants pour que ce projet vital et hautement stratégique soit terminé en décembre.

Spetsstroi, l'agence chargée de ce projet, est une organisation d'Etat contrôlée par le

⁽⁴⁾ Andrew Kramer, « Unpaid Russian Workers Unite in Protest against Putin », Moscow Times, 21 avril 2015.

ministère de la défense et de la sécurité. Poutine a été contraint d'annoncer que le premier lancement d'une fusée depuis le nouveau cosmodrome devra être retardé puisque le travail n'est pas terminé et que les ouvriers sont toujours en grève et leurs salaires impayés.

Une autre conséquence de l'activisme en hausse des travailleurs russes est l'emploi de Coréens du Nord dans toute la Russie extrême-orientale. Des dizaines de milliers d'ouvriers nord-coréens travaillent actuellement en Russie dans l'industrie du bâtiment. dans des conditions que les organisations humanitaires qualifient d' « esclavage ». Fournir des travailleurs à des pays étrangers constitue l'une des rares sources de revenus d'une économie nord-coréenne fermée sur elle-même et qui est confrontée à des risques de famine de masse. On rapporte que le président Kim Jong-un a renforcé les effectifs de travailleurs envoyés à l'étranger alors qu'il est l'objet de plusieurs sanctions internationales et redoute une pénurie alimentaire.

Selon le Département d'Etat américain, « le gouvernement nord-coréen envoie des travailleurs à l'étranger, y compris en Russie et en Chine, en signant des contrats bilatéraux avec des gouvernements étrangers », et il ajoute : « Ces travailleurs sont sous la menace de représailles de la part du gouvernement de Corée du Nord s'ils tentent de s'échapper ou de se plaindre à des tiers. Leurs salaires sont déposés sur des comptes contrôlés par le gouvernement nord-coréen, qui en garde la plus grande partie, sous prétexte de diverses contributions "volontaires" aux efforts du gouvernement (5) ».

Cette pénurie d'ouvriers du bâtiment prêts à travailler pour des salaires faibles ou in-

existants a d'autres conséquences. Outre le cosmodrome, les Russes ont entrepris un gros projet de construction sur les sites de la Coupe du Monde de football de 2018. L'agence Associated Press (AP) rapporte qu'un législateur, Alexandre Khinshtein, a obtenu le soutien du service russe des prisons pour embaucher les prisonniers du pays à la construction de projets liés au tournoi de football. Cette initiative aiderait à réduire les coûts de la Coupe du Monde, car la Russie verse habituellement 300 euros par mois aux prisonniers pour chaque projet de travail. « Cela nous aidera dans ce sens que nous pourrons acquérir des matériaux de construction à un coût inférieur, » a déclaré Khinshtein à l'AP. « Et en outre, cela nous permettra de mettre les prisonniers au travail, ce qui est une très bonne chose. » On estime le budget total de la Coupe du Monde de 2018 à 638 milliards de roubles, soit plus de 12 milliards de dollars. Cependant, le rouble russe a perdu beaucoup de valeur par rapport au dollar depuis le début de 2014 à cause des sanctions internationales imposées au pays et de la chute du prix du pétrole.

La main-d'œuvre immigrée bat en retraite

Les millions de Kirghizes, d'Ouzbeks et de Tadjiks qui font marcher l'économie moscovite s'en vont. Il y a beaucoup de travailleurs immigrés à Moscou. Ils font tourner le bâtiment, déblaient la neige et conduisent les milliers de taxis sans licences qui reconduisent les Moscovites chez eux la nuit. Plus d'un million de ces travailleurs sont officiellement enregistrés par la ville, pour la plupart issus de l'ancienne Union Soviétique, et leur nombre réel est beaucoup plus élevé. Dans des pays comme le Tadjikistan, importante réserve de main-d'œuvre pour Moscou; plus

pas à la rue. Le 6, il se résignait à rencontrer des représentants des grévistes et le travail reprenait. Le 13, le gouvernement annonçait que le port de Koper ne serait pas privatisé.

Dans son compte rendu. Wildcat note quelques actions de solidarité de la part de dockers de Trieste et de Rijeka, déplore les interventions de nationalistes dans la grève à Koper et signale qu'à la mijuillet Cosco, le nouveau patron chinois du port du Pirée. en Grèce, confronté à une grève des conducteurs de trains de marchandises grecs, est parvenu à la contourner en détournant ses navires vers le port de Koper. Wildcat s'en est ouvert auprès de son contact à Koper. Réponse par SMS: « Je m'occupe de l'affaire. Le problème est que Cosco utilise de toute façon régulièrement notre port. Je vais voir s'il y a eu une anomalie. » La réponse, peutêtre, dans un prochain numéro de Wildcat.

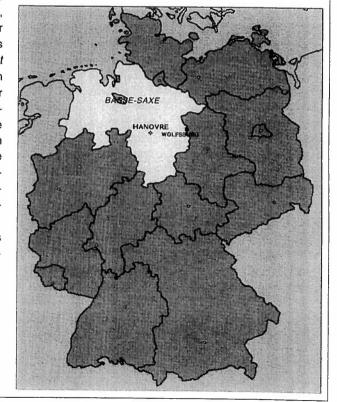
L'article est traduit en anglais sur le site http://www.wildcatwww.de/en/wildcat/100/e_w1 00_koper.html

Luttes de classe en Allemagne

◆ «Changement à explosion» (*Disruptiver Wandel*), dans le n° 100 (été 2016) de

la revue allemande Wildcat. montre les conséquences du scandale Volkswagen pour toute l'industrie automobile et ses travailleurs. L'auteur rappelle que le groupe Wildcat se demande depuis sa formation quand la précarisation croissante du travail salarié prendra le pas sur la force de travail encore protégée, que les ouvriers seront contraints de voir leurs conditions de travail empirer ou leurs entreprises se délocaliser. Il lui semble que ce moment a commencé à devenir une réalité en Alle-

magne avec le scandale des moteurs Diesel. Dans vingt ans, Wolfsburg ressemblerat-elle à Detroit : infrastructures détruites, salaires de misère pour les quelques travailleurs qui trouvent um emploi, endettement de la ville, etc. ? se demande l'auteur. Un ballon d'essai a déjà été lancé en mars avec l'annonce de la suppression de 10% de la force de travail chez Volkswagen. D'autres industriels dressent des plans pour 2015 sans aucune construction d'usine nouvelle ni embauche.



⁽⁵⁾ Sinha Shankar, Russia Using Thousands of North Korean "Slave Labour" in Construction Industry, IBT, 22 juillet 2015.

DANS LES PUBLICATIONS / EUROPE, FRANCE

Une grève en Slovénie

◆ Le n° 100 (été 2016) de la revue allemande Wildcat rend compte d'une grève menée par les grutiers du port slovène de Koper qui s'est déroulée entre le 1° et le 6 juillet 2016. Dans son n° 94 (prin-

projet de privatisation du gouvernement en quête de liquidités afin d'éponger sa dette. Le port de Koper appartient à une Association des ports du nord de l'Adriatique aux côtés des ports italiens de Ravenne, Venise et Trieste et du port croate Rijeka. Koper, vital pour

de 1 500 euros par mois, environ le double du salaire de base d'un ouvrier slovène et le gouvernement cherche depuis 2013 à détruire la puissance du syndicat en voulant confier Koper à une Autorité portuaire qui mettrait les entreprises actives sur le site en compétition les unes avec les autres, comme cela se passe actuellement dans presque tous les ports au niveau mondial.

d'hui, sans les primes, autour

Les citoyens des anciennes républiques soviétiques (hormis les pays baltes, la Géorgie et le Turkménistan) peuvent entrer en de Luka Koper, eux aussi, Russie sans visa. Mais un nouveau système, s'inquiètent de la mise à effectif depuis le 1^{er}janvier 2016, exige que l'écart de l'entreprise qui leur les travailleurs migrants achètent une « paverse des dividendes et plutente », ou permis de travail; pour l'obtenir, sieurs se sont joints aux mails doivent passer une visite médicale certinifestations organisées depuis fiant qu'ils ne sont pas contagieux, prendre quelque temps par le syndicat une assurance médicale et présenter des pades grutiers : le 28 juin, par piers d'identité russes. Ils doivent également exemple, des actionnaires mipasser un test certifiant qu'ils connaissent la noritaires ont participé à une manifestation des grutiers et langue, la culture et l'histoire russes. de leurs soutiens (familles, militants, etc.), qui a traversé le

Les employeurs embauchent souvent des travailleurs migrants sous le manteau, mais ce nouveau système fait peser l'impôt principalement sur ces derniers. Ils doivent s'acquitter d'une cotisation mensuelle – essentiellement une avance sur impôt – pour que leur permis reste valable. A Moscou, elle coûte 4 000 roubles. C'est beaucoup pour un migrant qui gagne entre 20 000 et 25 000 roubles. Le prix du permis a aggravé une situation déjà difficile pour les travailleurs migrants, souvent confrontés à des employeurs, à des fonctionnaires et à des propriétaires malhonnêtes. Une consultation rapide des an-

de la moitié du PIB provient de l'argent qu'ils

salaires sont bas, ils se heurtent à la discri-

mination et sont mal intégrés dans la société

russe. Actuellement, leur vie est plus difficile

que jamais. Le rouble est en chute libre, et à

cause de la chute des prix du pétrole et des

sanctions, la Banque Mondiale prédit que la

Russie entrera en récession cette année. Par-

dessus le marché, de nouvelles réglementa-

tions draconiennes amputent encore davan-

tage les revenus des migrants et les amènent

à repenser leur avenir. « Tout le monde s'en

va. Les salaires sont bas, beaucoup d'entre-

prises les diminuent et d'autres licencient. »

La vie des immigrés est difficile. Leurs

envoient chez eux depuis la Russie.

nonces de location à Moscou révèle que la plupart d'entre elles sont réservées aux Russes ou aux « Slaves ».

La réduction du nombre de ces travailleurs met l'économie moscovite sous pression. Dans la capitale, les secteurs du nettoyage, de la vente de produits de consommation rapide, et du bâtiment, sont particulièrement dépendants de la main-d'œuvre migrante. A mesure que la population vieillit, moins de personnes travailleront, et peu de Russes veulent des emplois qui échoient habituellement aux migrants. Dans l'ensemble, les sources de main-d'œuvre se contractent. Si l'on prend pour exemple les migrants qui travaillent dans le bâtiment, il est difficile de trouver rapidement des remplaçants. On estime localement que 40 % de ces migrants sont rentrés chez eux. Dans une certaine mesure, ils ont été remplacés par les Ukrainiens qui fuyaient l'Ukraine de l'Est, mais les chiffres diminuent tous les mois (6).

SLOVÉNIE A UTRICHE Sloveni Gradec Maribor Sloveni Gradec Maribor Slovenica Bledd Radovljica Kranj Kranj Kranj Komnik Celje Rogaska Slovenica Skofia Loka Domzale LJUBLJANA Sevnica Nova Gorica Sempeter Sempeter Ajdovicina Postojna Rocevje Crnomelj CROATIE

temps 2013), la revue allemande avait recensé de nombreuses luttes qui avaient secoué la Slovénie dans un article, « Slovénie : la fin de la transformation. Grèves sauvages et manifestations dans l'Etat modèle de l'UE » (voir Echanges n° 144, p. 26) et fait chuter un gouvernement sans que les médias en aient beaucoup parlé en Europe de l'Ouest. Tout de même pour cette dernière grève de juillet l'approvision triche, est a par un mand SA, qui em 840 persont organisées anarchiste, S Pomorskih dicat des a et maritime compte trois neuf membre surveillance un, sur qua de direction

Les grutiers s'opposaient à un

l'approvisionnement de l'Autriche, est actuellement géré par un mandataire, Luka Koper SA, qui emploie directement 840 personnes, dont 390 sont organisées dans un syndicat anarchiste, Sindikat Žerjavistov Pomorskih Dejanovsti (Syndicat des activités grutières et maritimes). Ce syndicat compte trois représentants, sur neuf membres, au conseil de surveillance de Luka Koper et un, sur quatre, à son comité de direction.

Les grutiers gagnent aujour-

cidé de bloquer le port.

Dès le 4 juillet, les grévistes
demandaient à rencontrer le
premier ministre, qui refusait
sous prétexte qu'il ne céderait

port. La mèche s'est allumée

alors que le syndicat avait ap-

pelé au blocage de l'assem-

blée générale des action-

naires qui devait se tenir le 1er

juillet; la police faisant bar-

rage, les travailleurs ont dé-

L'exode des Russes de l'Est

Depuis le krach de 2008, la Sibérie et la Russie extrême-orientale subissent une dépopulation massive. Cette évolution modifie non seulement l'équilibre des groupes ethniques qui y vivent – peu de non-Russes s'en vont, et nombre d'entre eux ont un taux de fertilité plus élevé que les Russes – mais également l'équilibre géopolitique de l'ensemble de la région, en raison de l'importance de la population chinoise et de l'implication croissante des entreprises chinoises en Sibérie et en Russie extrême-orientale.

La population totale à l'est du lac Baïkal a crû presque tout au long de la période soviétique, résultant parfois des migrations for-

⁽⁶⁾ Alec Luhn, « Pourquoi les migrants quittent-ils Moscou ? », Fondation Rockefeller, 8 juin 2015.

Quelques compléments d'Echanges

Il y aurait eu, ces dernières années, quelque 250 actions de protestation ouvrières par an. Mais beaucoup plus en 2015, avec une extension de ces conflits de l'industrie vers le secteur des services, toujours autour des salaires impayés.

Habituellement, les mauvaises conditions de travail entraînaient un turnover important, mais aujourd'hui il n'y a aucun « meilleur emploi » disponible, tout le monde est à la même enseigne.

De nouvelles grèves ont éclaté en juillet sur le site de construction du Cosmodrome, toujours à cause du non-paiement des salaires par les sous-traitants.

cées – par le biais des repeuplements et du Goulag – et plus récemment par le biais de primes spéciales versées à ceux qui acceptaient d'y travailler. Ces deux facteurs ont également fait augmenter la proportion de Russes ethniques dans la région. En 1991, la population de la région s'élevait à 8,1 millions, avec une proportion plus importante de Russes ethniques que dans tout le reste de la Fédération de Russie. Mais avec la disparition de la contrainte et des subventions, les Russes ont commencé à partir en grand nombre. En 2003, la population totale était tombée à 6,6 millions, et la proportion de Russes ethniques avait aussi diminué.

Fin 2010, la situation semblait s'être stabilisée, mais actuellement la population recommencerait à partir à un rythme encore plus soutenu, la population totale tombant à 6 millions avec une proportion de Russes toujours plus réduite. De fait, les Russes en âge de travailler sont partis en si grand nombre que les entreprises et les agences gouvernementales qui veulent développer la région sont contraintes d'importer des travailleurs d'Asie centrale ou de Chine, ce qui pousse encore plus de Russes ethniques au départ et réduit leur nombre proportionnel. Si cette tendance se poursuit, il y aura moins de 5 millions de résidents en Russie extrême-orientale dès la fin de cette décennie, et dans de nombreuses régions, la proportion de Russes ethniques tombera à 50 % ou moins (7).

Alors, si la Russie veut faire passer un pipeline de pétrole ou de gaz en Chine, elle devra importer sous contrat des travailleurs chinois ou nord-coréens pour le construire. L'absence de main-d'œuvre disponible en Sibérie et en Extrême-Orient est un frein puissant pour la croissance russe. Les Russes ne partent pas seulement parce qu'il y a de meilleures offres de travail en Russie occidentale; ils partent à cause de la dégradation dramatique des services dans la région, de la pénurie alimentaire et de la pénurie d'eau chaude. L'organisation de l'Union Soviétique reposait sur un principe essentiel, à savoir que l'Etat amènerait l'eau chaude et le chauffage dans tous les logements. qu'on pourrait se procurer de la nourriture sur le lieu de travail ainsi que sur le marché, et que tous auraient accès aux soins de santé. Les routes ont toujours été mauvaises et boueuses. donc rien n'a changé de ce côté. Aujourd'hui, il n'y a plus d'argent pour entretenir ces services publics dans la Russie rurale, plus d'entreprises d'Etat qui distribuent la nourriture, plus d'hôpitaux ni de cliniques bien dotés en médicaments et en médecins, et plus de chauffage assuré et abordable. En Sibérie, ce sont des conditions que l'on ne peut pas négliger.

Les sanctions occidentales ont accéléré ce processus car la nourriture est très chère, il n'y a pas assez de médicaments et il est

difficile de trouver de l'argent pour des réparations. Les Russes sont étranglés par les sanctions et ils ne semblent pas prêts d'être soulagés. Le ministre russe des finances. Anton Siluanov, a fait naître d'autres inquiétudes sur la santé de l'économie russe fin octobre, en déclarant qu'il n'était pas impossible que l'énorme fonds de réserve du pays soit totalement épuisé en 2016 si les prix du pétrole restent à leur niveau actuel. « Cela signifie que 2016 est la dernière année où nous pouvons dépenser nos réserves de cette manière. Ensuite, nous n'aurons plus de ressources de ce genre, » dit-il en guise d'avertissement. « Si les prix actuels du pétrole et les taux de change se maintiennent en l'état. si le prix du baril de pétrole est autour de 44 dollars pour l'Oural, et le taux de change du rouble de 62 roubles pour 1 dollar, nous pouvons envisager un déficit budgétaire de 900 milliards de roubles. Nous sommes réellement confrontés à ce risque, » a dit le ministre (8).

Les médias gouvernementaux disent sans cesse que Moscou se préoccupe du développement de l'Extrême-Orient et suggèrent que les actions engagées ralentissent l'hémorragie démographique. Mais ce n'est pas le cas. En fait, les initiatives de Moscou gênent le développement de la région et poussent de plus en plus de gens à émigrer vers d'autres régions. Leur examen fournit trois exemples de cette politique contraire au but recherché:

- premièrement, les transports, tant à l'intérieur de la région qu'entre elle et la Russie européenne, sont désorganisés, ce qui empêche les gens d'y créer des entreprises et de les développer;
- deuxièmement, il y a à présent si peu de travailleurs dans cette région que les in-

vestisseurs extérieurs doivent amener leur propre main-d'œuvre. Les entreprises étrangères ont l'habitude d'amener des travailleurs d'Asie centrale ou de Chine, ce qui pousse plus de Russes ethniques à partir:

- et troisièmement, le soutien du gouvernement aux monopoles crée de véritables obstacles. Il est dorénavant moins coûteux pour une entreprise russe en Extrême-Orient d'acheter en Chine de l'électricité produite en Russie puis exportée que de l'acheter directement au même fournisseur en Russie. Voilà le genre de goulots d'étranglement que le pouvoir central crée dans de nombreux secteurs par son incapacité à satisfaire les besoins de la région, dit Yuri Krnov (9). Il conclut en observant qu' « on peut parler tant qu'on veut du développement de l'Extrême-Orient, créer diverses administrations et institutions, et distribuer d'énormes sommes à divers bureaucrates et agences, mais rien ne changera » jusqu'à ce que Moscou se concentre sur les besoins des Russes en Russie extrême-orientale. Si le gouvernement ne le fait pas rapidement, la région pourrait finir par se vider complètement de Russes, et même ne plus faire partie du pays dans un proche avenir.

Conclusion

Cette situation n'augure rien de bon pour la stabilité de la Russie et pour son économie. Ce sont les travailleurs russes qui sont le plus durement touchés par le déclin de la Russie qui fragilise trop leurs syndicats pour qu'ils puissent améliorer leur vie. C'est un danger beaucoup plus important pour Poutine que ses ennemis extérieurs.

(traduit de l'anglais par A. G.)

⁽⁷⁾ Paul Goble, « Russian Flight from Russian Far East Again Increasing », EDM, 4 novembre 2015.

⁽⁸⁾ Holly Ellyatt, « Russia's Reserve Fund could run empty in 2016 », CNBC, 28 octobre 2015.

⁽⁹⁾ Cité par Paul Goble, op. cit.